



Racines mauriciennes

PAGE 7



À ÉCOUTER
DÈS MAINTENANT
racinesmauriciennes.com



GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES
AVRIL 2021 - VOLUME 36 - NUMÉRO 7
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

Quel espoir pour le Lac Saint-Pierre ?



PAGE 20



ENVIRONNEMENT

**Produire du gaz
naturel renouvelable
avec nos déchets,
une bonne idée ?**

PAGE 3



OPINION

**GNL : l'heure
de vérité est
arrivée**

PAGE 2



ENTRETIEN

**L'écrivaine
GABRIELLE
FILTEAU-CHIBA**

PAGE 6

CHIFFRE DU MOIS

6,1 MILLIONS
de Québécois (environ 75%
de la population totale)
habitent un territoire drainé
par le bassin versant du Lac
Saint-Pierre.

Source : Gouvernement du Québec

SOMMAIRE

- OPINION – PAGE 2
- ENVIRONNEMENT – PAGE 3
- ÉCONOMIE – PAGE 4
- ÉCONOMIE SOCIALE – PAGE 4
- HISTOIRE – PAGE 6
- RACINES MAURICIENNES – PAGE 7
- MÉDIAS PARTENAIRES – PAGE 8
- PAROLE AUX AUTOCHTONES – PAGE 9
- GRANDS ENJEUX – PAGES 10-11
- CULTURE – PAGES 14 À 17
- SOCIÉTÉ – PAGE 15
- CITOYEN.NES DU MONDE ET
DE CHEZ NOUS – PAGE 18
- INTERNATIONAL – PAGE 19
- ENJEUX RÉGIONAUX EN
ENVIRONNEMENT – PAGES 20-21
- REMISE EN QUESTION – PAGE 22
- CHRONIQUE MOT À MOT – PAGE 23
- MOTS-CROISÉS – PAGE 23

GNL : l'heure de vérité est arrivée

Les conclusions du BAPE concernant le projet de construction d'une usine de liquéfaction et d'un terminal maritime d'exportation de gaz naturel albertain au Saguenay (GNL) viennent d'être divulguées. « Les émissions de GES associées à l'approvisionnement en gaz naturel en amont et la substitution incertaine à des énergies plus polluantes en aval ne permettent pas à la commission de confirmer le bilan positif du projet mis de l'avant par l'initiateur du projet », estiment les commissaires. On l'a échappé belle!



RÉAL BOISVERT

Rappelons que les audiences du BAPE ont donné lieu à une participation citoyenne élevée. Plus de 900 questions écrites ainsi que 2 600 mémoires de la part du public ont été adressés au président de la commission Denis Bergeron. À noter que ce dernier avait refusé de dire si l'ensemble du bilan des GES lié au projet sera abordé dans le rapport du BAPE. On craignait à juste titre que la question des installations et du fonctionnement de l'usine seulement fasse l'objet de ce rapport. Eh bien non. Le rapport du BAPE estime que l'on doit prendre en compte 1) ce qui se passe à la source, soit les retombées dans l'atmosphère des gaz à effets de serre issus de la fracturation des gaz de schiste; et 2) les conséquences de ce projet sur l'écosystème des bélugas qui séjournent dans le fjord. Le bon sens a triomphé cette fois-ci. On s'en réjouit.

On a entendu jusqu'à plus soif les explications de GNL sur les mérites du projet. Les 11 millions de tonnes de gaz dit naturel liquéfié exportées en Europe et en Asie diminueraient de 28 millions de tonnes les émissions de GES mondiales. Faux! estime le rapport du BAPE. On devrait plutôt constater un ajout net de GES dans l'atmosphère si on tient compte de tous les paramètres en présence.

Le projet nécessite une mise de fonds de 9 milliards de dollars et serait opérationnel en 2026. Il devrait générer 6 000 emplois directs et indirects, estime l'entreprise. Habiles, les lobbyistes de GNL n'ont pas manqué de rappeler qu'une bonne dizaine

d'hommes (sic) d'affaires québécois seraient prêts à investir deux millions de dollars afin de faire savoir aux Américains que les investisseurs d'ici sont prêts à s'impliquer dans l'aventure. Un pipi dans l'océan quand on a appris que Warren Buffet, estimant que le projet ne serait pas rentable, a retiré sa mise de fonds évaluée à 4 milliards de dollars.

On doit à la vérité de dire que les opposants à ce projet ont beau jeu tellement le jupon de GNL dépasse. Au strict plan énergétique par exemple, le bilan est loin d'être reluisant. GNL produira en effet plus de pertes que d'avantages si on tient compte de l'énergie dépensée pour extraire le gaz et le comprimer, pour fabriquer et installer les 780 km de tuyaux nécessaires au transport, pour pomper le gaz, le liquéfier et l'entreposer dans des réservoirs, pour fabriquer les trains, les camions et les navires pour acheminer le tout outre-mer, etc.

Au plan environnemental ce n'est guère mieux. Selon Équiterre, parce que le gaz naturel est composé de méthane, son impact sur le réchauffement climatique est beaucoup plus élevé que le CO₂. Dans le même ordre d'idées, le fragile écosystème du Saguenay et les espèces qui vivent dans le golfe ne sauraient survivre au passage, bon an mal an, de 300 super-méthaniers de presque un tiers de kilomètre de longueur et de 40 mètres de largeur.

Enfin, pour ce qui est de l'acceptabilité sociale on repassera. À la pétition des 110 000 signatures qui ont exprimé leur désaccord, il est intéressant de noter que les trois partis formant l'opposition à l'Assemblée nationale s'opposent au projet. En dernière heure, le Parti libéral du Québec (PLQ) est en effet entré dans la mêlée avec le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (QS). À la droite de l'échiquier politique, la sortie du PLQ a été accueillie un peu comme coup de

tonnerre dans un ciel sans nuages. La vieille arrière-garde libérale favorable au projet et l'ancien député de la place Serge Simard en tête n'ont pas vu venir le coup et les voilà qui accusent leurs anciens collègues d'abandonner les régions. Tout au contraire, saluons ici le courage de Dominique Anglade qui s'est élevée au-dessus de la ligne partisane et, ce faisant, tourne le dos à un modèle de développement économique, pour le dire avec les mots de Jérôme Baschet dans son livre *Basculéments*, orienté vers la compulsion productiviste et la rentabilité excessive, deux dispositions de l'économie actuelle qui, loin de contribuer au développement des régions, participent à l'épuisement des ressources et au dépérissement des territoires. Parlez-en à l'industrie forestière et aux entreprises minières.

Enfin, pour ce qui est de l'acceptabilité sociale on repassera.

Oui, l'heure de vérité est maintenant arrivée pour le gouvernement Legault. Ou bien on va quand même de l'avant avec GNL-Saguenay et on accélère la course qui nous conduit dans un mur; ou bien on fait une croix pour de bon sur GNL-Saguenay et on met résolument le cap sur des modes de développement misant sur la participation sociale et les avancées écologiques. Au sortir d'une pandémie qui nous dit que désormais rien ne peut plus être comme avant, la deuxième branche de cette alternative s'impose comme jamais. 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

 www.gazettemauricie.com
 facebook.com/lagazettedelamauricie
 @GazetteMauricie

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Rédacteur en chef : Alex Dorval
Correctrices : Diane Vermette,
Mireille Pilotto, Lise Bergeron
Conception graphique et infographie :
Martin Rinfret
ISSN : 1717-2179

Québec 

BORIS



RÉPONSES AUX MOTS-CROISÉS
VERTICALEMENT : 1 LIQUÉFACTION, 2 BIOMÉTHANISATION, 3 KUNA, 4 ÉNERGIE, 7 SÉDIMENTS, 8 MCDORMAND, 11 POPULISME, 13 HARPO, 14 BRAHMAPOUTRE, 15 RADISSON.
HORIZONTALEMENT : 2 BIOSPHÈRE, 5 MADEIRA, 6 PARTISANERIE, 8 MCDORMAND, 11 POPULISME, 13 HARPO, 14 BRAHMAPOUTRE, 15 RADISSON.

**Pour plus de contenu, visitez-nous
au gazettemauricie.com**

lagazette
DE LA MAURICIE

Produire du gaz naturel renouvelable avec nos déchets, une bonne idée ?

À la fin février 2021, la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie annonçait une entente avec une entreprise française, Waga Energy, pour la construction d'une unité de transformation en gaz naturel renouvelable (GNR) des biogaz générés par la décomposition des déchets du site d'enfouissement sanitaire de Saint-Étienne-des-Grès. Cette infrastructure sera financée essentiellement par des investissements privés.

STÉPHANIE DUFRESNE



Le projet s'inscrit notamment dans la Politique énergétique 2030 du gouvernement du Québec qui vise à accroître la production de gaz naturel renouvelable (GNR) qu'on appelle aussi biométhane. Contrairement au gaz naturel conventionnel, qui est de source fossile et que l'on extrait du sous-sol où il est emprisonné depuis des millénaires, le GNR découle de la valorisation des résidus verts et alimentaires à l'intérieur d'un cycle de vie très court. En substituant le GNR au gaz fossile, la Régie estime que le projet évitera l'émission de 27 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an dans l'atmosphère.

DEUX PROJETS DISTINCTS, MAIS COMPLÉMENTAIRES

Il est prévu que l'unité de transformation soit mise en service en 2022 et que le biométhane produit soit vendu au distributeur gazier Énergir. La matière première proviendra des cellules d'enfouissement des déchets, où elle s'accumule depuis des années en se dégradant et en produisant des biogaz. Et ce n'est que plus tard – soit d'ici 2025, selon les exigences gouvernementales – que la Régie et ses partenaires municipaux mettront en place la collecte des résidus organiques séparément des autres déchets au moyen d'un tri à la source, soit le fameux bac brun.

La matière provenant du bac brun sera transformée en compost dans un centre de traitement des matières compostables qui

sera aussi implanté à Saint-Étienne-des-Grès d'ici 2025. Le procédé de compostage sera précédé d'une phase dite « de méthanisation », soit une forme de fermentation dans un milieu sans air afin de former du gaz méthane. Pour Sylvie Gamache, conseillère en communications à la Régie, « il s'agit de deux projets distincts, mais complémentaires. La nouvelle technologie qu'on va construire va servir à transformer le biogaz des cellules d'enfouissement, mais elle pourra également recevoir le biométhane provenant des matières compostables récupérées par les citoyens de la Mauricie avec le bac brun. Il est important pour nous de pouvoir intégrer et optimiser les différentes infrastructures. »

LE GASPILLAGE, SOURCE DE GAZ À EFFETS DE SERRE

Selon Recyc-Québec, le tiers de nos déchets est composé de matières organiques. Cela représente près d'une demi-tonne de résidus par personne par année. En 2018, à l'échelle provinciale, à peine 27 % de ces déchets étaient valorisés via le compostage, la biométhanisation et l'épandage. Le plan d'action 2019-2024 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles vise un objectif de 60 % de valorisation de ces matières d'ici trois ans. À cet égard, tout est à faire en Mauricie.

Si actuellement l'idée de transformer nos restes de tables et résidus de jardin en gaz naturel renouvelable semble être bonne en raison de tous ces surplus qui ne demandent qu'à être gérés, il ne faudrait pas perdre de vue que l'objectif est d'abord de s'occuper de nos matières de façon responsable. Une

fois les équipements installés et devant les promesses de profits, la tentation sera forte de chercher à alimenter l'unité de traitement à sa pleine capacité. Cela pourrait-il nuire aux efforts de réduction du gaspillage à la source ?

À titre d'exemple, Recyc-Québec estime que 58 % de toute la nourriture produite est jetée tout au long de la chaîne alimentaire. Par ailleurs, selon les estimations du MAPAQ (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec), les émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture représentent environ 9,2 % des émissions totales à l'échelle québécoise. Dans un contexte de lutte aux gaz à effets de serre, des efforts importants devront donc être déployés dans les prochaines années pour réduire ce gaspillage alimentaire. Si les actions en ce sens portaient fruit, cela voudrait donc dire moins de matière première pour produire du biométhane à Saint-Étienne-des-Grès. Cela plaira-t-il aux entreprises privées qui auront investi des millions dans ce projet ?

Selon la hiérarchie de l'approche des 3RV, on ne devrait se tourner vers la valorisation (V) d'une matière que lorsque l'on n'a pas réussi à la réduire à la source, la réutiliser ou la recycler (3R). Pour Sylvie Gamache, il est clair que la réduction à la source demeure le mode de gestion à privilégier. Elle précise cependant que « à court et moyen terme, il y aura toujours une certaine proportion des résidus qui devront être enfouis pour diverses raisons, comme la contamination par d'autres matières. Par ailleurs, actuellement, les cellules d'enfouissement

produisent des biogaz et le feront pour plusieurs dizaines d'années encore avec les déchets déjà enfouis ».

LE MEILLEUR DÉCHET

Tant que l'encadrement légal et réglementaire de la transformation des biogaz en GNR vise à gérer de façon responsable nos résidus verts et alimentaires, on ne peut pas être contre leur transformation en énergie renouvelable. Surtout que les 20 millions de mètres cubes de biogaz générés annuellement par le lieu d'enfouissement de Saint-Étienne-des-Grès sont actuellement brûlés à la torchère, sans autre transformation.

Toutefois, comment concilier les politiques gouvernementales qui prônent un Québec sans gaspillage et des pratiques en matière de valorisation qui considèrent les résidus comme des ressources lucratives ? Sans effort appréciable de réduction du gaspillage alimentaire, on se demandera éventuellement à quoi bon remplacer le gaz fossile par du gaz renouvelable si la matière première pour le produire (des résidus alimentaires gaspillés) nécessite l'usage de pétrole.

Les technologies, aussi vertes soient-elles, ne nous dispensent pas de notre responsabilité collective d'instaurer des pratiques visant la réduction de notre consommation globale. Le meilleur déchet demeurera toujours celui que l'on ne produit pas. 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

La voix des personnes retraitées et préretraitées de Trois-Rivières!

Le sort des personnes âgées vous préoccupe?
Vous disposez de quelques heures pour faire du bénévolat?

**L'AQDR a besoin de gens comme vous.
Ensemble, défendons nos droits!**

Joignez-vous alors à une équipe efficace et sympathique sur l'un ou l'autre de ses comités!

Comité du journal L'Alerte
Comité du revenu
Comité sur le jeu excessif
Comité fraude
Comité des milieux de vie
Comité des conférences
Comité des téléphonistes
Conseil d'administration

POUR INFORMATION :
Association québécoise de défense des personnes retraitées et préretraitées section Trois-Rivières

1900, rue Royale
(entrée rue Gervais)
Trois-Rivières

819 697-3711

aqdr.tr@infoteck.qc.ca

aqdr.org



AQDR

Trois-Rivières

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Québec 

GNL Québec : un projet globalement perdant

Au cours des dernières années, des centaines de millions de dollars de fonds publics ont été engloutis dans des projets industriels au Québec. Qu'on pense à la cimenterie à Port-Daniel dans laquelle Investissement Québec, le bras financier du gouvernement, a perdu près de 500 millions de dollars. Si le projet actuel de gaz naturel liquéfié (GNL) à Saguenay devait voir le jour, il y a fort à parier que le gouvernement du Québec finisse par y injecter des fonds publics.



ALAIN DUMAS

Le 25 mars dernier, le Gouvernement du Québec rendait public le rapport du BAPE (Bureau d'audience publique sur l'environnement) sur le projet d'usine de liquéfaction de gaz naturel, dirigé par le groupe Gaz naturel liquéfié Québec (GNL Québec). Ce gaz, qui est extrait par fracturation hydraulique (largement rejetée au Québec) serait transporté par gazoduc de l'Alberta à Saguenay, puis exporté par bateau depuis le fjord du Saguenay jusqu'à l'Asie et l'Europe. Ce rapport, qui déboulonne l'essentiel de l'argumentaire de GNL Québec, en arrive à la conclusion que le projet risque d'être globalement perdant, c'est-à-dire autant sur le plan écologique qu'économique.

Selon le BAPE, puisque le projet « pourrait constituer un frein à la transition énergétique sur les marchés visés », « le gouvernement ne peut escompter des réductions nettes de GES (gaz à effet de serre) au niveau mondial », et ce, d'autant plus « que cette industrie est elle-même une source importante d'émissions de GES ». Enfin, le BAPE souligne « les risques associés au trafic maritime sur les mammifères marins qui fréquentent le Saguenay et l'estuaire du Saint-Laurent, notamment le béluga. »

LES RISQUES ÉCONOMIQUES DU PROJET

Le BAPE émet aussi de sérieux doutes sur l'analyse économique du projet. Or, depuis le lancement du projet en 2014, les conditions du marché mondial ont sensiblement changé. On y souligne, d'une part l'incertitude entourant la hausse de la demande de gaz en raison des engagements des gouvernements dans la lutte contre les changements climatiques ; et d'autre part l'arrivée de nouveaux concurrents qui pourrait rendre inutile la production de GNL Québec.

Ces nouvelles données laissent entendre que GNL Québec pourrait avoir besoin de l'aide financière du gouvernement si le projet allait de l'avant.

C'est ce que démontre le mémoire de l'IRIS2 déposé au BAPE. Si GNL Québec affirme que son projet contribuera à réduire les émissions mondiales de GES, c'est parce son gaz remplacera le charbon en Asie. Or, il s'avère que deux autres entreprises nord-américaines, qui visent le marché asiatique, reçoivent des aides publiques importantes, ce qui leur confère un avantage concurrentiel sur GNL Québec. De plus, comme ces deux entreprises sont mieux situées géographiquement pour exporter en Asie (l'une d'entre elles est située en Colombie-Britannique) et que les projets de gazoduc entre la Russie et la Chine se multiplient, GNL Québec se retrouve ainsi dans une position nettement désavantageuse par rapport à ses concurrents.



Dans ce contexte, GNL Québec devrait se tourner vers le marché européen, cependant que celui-ci s'approvisionne déjà en gaz naturel européen. L'arrivée de GNL Québec exercerait ainsi une pression concurrentielle qui aurait pour effet de réduire les prix du gaz, ce qui retarderait le développement des énergies renouvelables en Europe. En remplaçant un gaz par un autre gaz, la promesse de GNL Québec de réduire les GES au niveau mondial ne tient plus la route.

Enfin, le contexte de surproduction mondiale ferait chuter le prix du gaz naturel et par le fait même la rentabilité du projet de GLNQ, à moins que le gouvernement du Québec consente à une aide publique.

Au moment d'écrire ces lignes, le ministre de l'Environnement, Benoit Charette, ne rejetait toujours pas le projet, et demandait à GNL Québec de répondre au rapport du BAPE d'ici la fin de l'été. On peut se demander comment un tel projet pourrait soudainement devenir recevable compte tenu de tous les risques qu'il comporte. C'est donc dire que ce délai accordé par le ministre ne fera que retarder un nouveau plan de développement durable pour la région de Saguenay. 📰

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

ÉCONOMIE SOCIALE

OBVRLY, n'y perdez pas votre latin... ou votre alphabet !

L'OBVRLY est l'un des 40 organismes de bassins versants (OBV) reconnus et légalement constitués qui planifient des actions ciblées et représentatives de leur milieu afin de protéger et de valoriser le réseau hydrographique de leur territoire.

MARJOLAINE CLOUTIER
PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE MAURICIE

L'Organisme de bassins versants des rivières du Loup et des Yamachiche (OBVRLY) est l'un des 5 OBV présents en Mauricie. Les autres sont : AGIR Maskinongé, BVSM, SAMBBA et CAPSA.

L'organisme est reconnu notamment pour sa gestion participative et son implication dans divers milieux à travers une offre de services diversifiée et professionnelle. Ces deux aspects (gestion participative et volet marchand) en font une entreprise d'économie sociale.

Toujours à la recherche d'humains d'exception et curieuse d'en savoir un peu plus sur les OBV, je suis allée à la rencontre du directeur général de l'OBVRLY, Francis Clément.

D'emblée, je dois le ralentir un peu dans son propos puisque sa passion et son désir de mettre de l'avant 1 000 projets, avec trois termes techniques par phrase, m'en faisaient perdre mon alphabet. Probablement que, par déformation professionnelle, son cerveau réfléchit à la vitesse d'une descente

de rapides dans une de nos magnifiques et bucoliques rivières.

Mais revenons à notre eau, qui est sans conteste l'une des plus grandes richesses au Québec et qui pourtant, plus souvent qu'autrement, est mal-aimée, ou du moins, malmenée.

« L'OBV, ça appartient à tout le monde. Tant les partenaires que les citoyens doivent se sentir concernés. Nous sommes tous des utilisateurs d'eau potable et générons tous des eaux usées. À partir de ce moment, une gestion intégrée de la ressource devient essentielle. Nous avons donc une approche très concertée sur le terrain, que ce soit dans des projets privés, par exemple pour des associations de résidents autour d'un lac ou pour accompagner des municipalités », précise monsieur Clément.

L'importance accordée à la valorisation de notre richesse collective et à la responsabilisation de chacun sont des fers de lance de l'organisation. Nous avons tous et toutes un impact direct sur l'eau à travers des gestes aussi simples que de tirer la chasse d'eau. On peut penser aussi aux nombreuses gouttières qui se déversent directement dans les égouts plutôt que d'alimenter les terrains, pour ne citer que ces deux exemples.

La Mauricie est aussi un territoire hautement agricole, ce qui amène son lot de défis en protection de l'eau et de l'environnement. L'OBV travaille en collaboration avec les

producteurs agricoles en faisant des états de situation et des recommandations vers de meilleures pratiques. Bien que des lois soient en vigueur depuis nombre d'années, l'application de celles-ci représente une autre paire de manches. Il y a du travail de sensibilisation et d'accompagnement à faire sur le terrain, ce qui demande beaucoup de ressources. On n'a qu'à penser, par exemple, que malgré le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées, qui date de 1981, de 30 à 40% de ces eaux sont, encore aujourd'hui, déversées directement dans l'environnement de plusieurs municipalités. L'accompagnement de professionnels d'un OBV est donc primordial afin de transformer collectivement et de façon permanente ces pratiques, et ce, le plus rapidement possible.

Au cours des trois dernières années, plus de 1 500 résidences ont été visitées par l'équipe de l'OBVRLY dans la MRC de Maskinongé afin de sensibiliser les citoyens et de les outiller dans l'adoption de bonnes pratiques environnementales.

« Au-delà de la méthode coercitive de l'application de la loi, ou la technique du bâton, ce sont les mentalités qui doivent évoluer. C'est pour ça que notre travail sur le terrain auprès des agriculteurs, des municipalités et des citoyens est nécessaire. Nous avons fait des progrès majeurs dans les dernières années », mentionne Francis Clément.

Je vous invite à suivre la page Facebook et le site web de l'OBVRLY parce que des activités



PHOTO : FRANCIS CLÉMENT

Francis Clément, directeur général de L'Organisme de bassins versants des rivières du Loup et des Yamachiche (OBVRLY).

passées et à venir, y en a une pelletée ! Et une pelletée qui fond, bien ça devient vite un p'tit cours d'eau coulant de source vers une marée de projets. 📰

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



**Renseignez-vous
dès maintenant
sur la séquence
de vaccination
prévue dans votre région
et prenez votre
rendez-vous en ligne.**

Québec.ca/vaccinCOVID

📞 1 877 644-4545

Le vaccin, un moyen sûr de nous protéger.

Les débuts du cinéma parlant et francophone à Trois-Rivières !

Au grand plaisir des cinéphiles, les salles de cinéma sont désormais ouvertes. Comme mentionné dans ma précédente chronique *Petite histoire du cinéma trifluvien* (gazettemauricie.com/category/histoire), le cinéma muet s'intègre à l'espace culturel trifluvien de 1896 à 1929. Or, une publicité du *Nouvelliste* nous informe du « premier film sonore aux Trois-Rivières : Voyez-le ! Entendez-le ! » C'est l'annonce de la projection du film *Submarine*, réalisé par Frank Capra, le 26 avril 1929 à L'Impérial. Dès lors, des règles fondamentales seront à respecter dans les salles de cinéma.

FRANCIS BERGERON

Alors, comment pensez-vous que le public se comportait au temps du cinéma muet ? Il était turbulent et bruyant ! Selon l'historien Mario Bergeron, un spectateur qui avait la vue faible et était assis loin de l'écran devait demander à son voisin de lui répéter les intertitres. Imaginez regarder un film où l'on entend constamment des murmures. Je pense que plusieurs quitteraient la salle avant même la fin du film. Sans compter les personnes « qui ne se privaient

pas d'éclater de rire, qui criaient lors d'une scène qui appelait à l'émotion ou tout simplement pour dire leur façon de penser au personnage méchant du film ». Cette atmosphère créait un immense brouhaha. Heureusement, l'arrivée des films parlants changera l'attitude des spectateurs. Les « Chut ! et les Silence ! feront désormais leur entrée en scène ».

UNE NOUVELLE ÈRE DÉBUTE

Dès les années 1930, un quatuor de salles trifluviennes s'impose dans les représentations

cinématographiques : L'Impérial, le Gaieté-Rialto, le Capitol et le Cinéma de Paris³. Hormis le Cinéma de Paris, les salles vont présenter majoritairement des films anglo-saxons distribués par la *Famous Players Canadian Corporation*, filiale de la *Famous* américaine, qui fait l'acquisition de plusieurs salles de cinéma québécois, dont celles qui appartenaient à la chaîne montréalaise United-Amusement Corporation.

LE MONOPOLE DE LA FAMOUS

En 1936, la *Famous* possède

277 salles de cinéma au Canada. Ainsi, elle « sera jusqu'en 1985 la plus importante chaîne canadienne présente dans toutes les grandes villes du Québec comme dans tout le Canada ». Trois-Rivières n'y fait pas exception. Le monopole de la *Famous* permet donc de distribuer au public trifluvien des films anglo-saxons de toutes sortes. Seul le Cinéma de Paris n'y est pas associé, puisqu'il fait partie du réseau de la société montréalaise France-Film qui diffuse des films français.

Pour sa part, L'Impérial n'est pas totalement indépendant, car « il s'associe à la *Famous* pour différentes périodes ». Malgré cela, L'Impérial est libre de présenter des films français durant les années 1930. Cette indépendance permet d'avoir plus de liberté dans le choix des films, de prendre davantage d'initiatives et de risques. Cela dit, L'Impérial « est la première à présenter de façon régulière des films français [...] et des films anglo-saxons doublés en français ». L'Impérial s'implique également dans le milieu trifluvien par la présentation de parades de mode locales, d'émissions de radios et des spectacles amateurs. Toutefois, le monopole de la *Famous* est très visible dans les autres salles trifluviennes.

En effet, le Gaieté-Rialto présente les films que la *Famous* n'oserait

pas présenter dans les grandes salles. Au cours de son existence, elle a la réputation de diffuser des films de série B, des films à épisodes (serial), des westerns, ainsi que les films d'horreur de *l'Universal*. Alors que le Capitol est la salle de prestige et la plus anglophone de la ville, la *Famous* lui réserve donc les plus populaires films d'Hollywood. C'est le 26 avril 1940 qu'a lieu la grande première d'Autant en emporte le vent pour la somme de 75 cents. Ce classique sera d'ailleurs présenté à seize occasions, alors qu'avant 1950, il est rarissime qu'un film tienne l'affiche plus d'une semaine.

Après la Seconde Guerre mondiale, « on introduit plus régulièrement des films anglo-saxons doublés en français ». Ainsi, on voit apparaître « un grand nombre de petits distributeurs important des films français », comme les compagnies Paris Canada Films Ltée, Sélect Film Inc., Trans-Canada Film Distribution, etc. Ce sont donc ces petites compagnies « qui vont alimenter de films français les autres salles du Trois-Rivières métropolitain au cours des années 1950 », et ce, au plus grand plaisir de la population francophone de Trois-Rivières. 9

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



Erna Sack au Capitole, mars 1948.

PHOTO : APPARTENANCE MAURICIE; FONDS LE NOUVELLISTE

Qu'attendez-vous, Monsieur Legault, pour passer de la parole aux actes?

Depuis le début de la pandémie, vous remerciez les travailleuses et les travailleurs des services publics québécois pour leur travail acharné en période de crise... Il est temps de revenir aux tables des négociations.

Nos conventions collectives sont échues depuis plus d'un an!

Syndicat des professeures et professeurs du Cégep de Trois-Rivières

L'animatrice de Racines mauriciennes, Valérie Deschamps, nous propose de l'accompagner à travers son périple en Mauricie alors qu'elle va à la rencontre de Pierre, Louise, Simone et bien d'autres personnes âgées de notre territoire à la recherche des histoires fascinantes du monde ordinaire; ces histoires qui au fil du temps ont tricoté notre identité collective régionale.

Cette série est produite par La Gazette de la Mauricie et présentée par la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie. Elle est aussi rendue possible grâce à la contribution du Gouvernement du Québec et de son programme Québec ami des aînés.



ÉCOUTEZ LES BALADOS!
RACINESMAURICIENNES.COM

Louise Plante, à l'avant-garde de l'actualité régionale



VALÉRIE
DESCHAMPS

Sous sa plume, histoires du quotidien et histoires du millénaire ont pris racine dans le récit mauricien. Son regard attentif, son écoute et ses questionnements de « chien de garde de la démocratie » ont permis à la population d'avoir l'heure juste. Louise Plante a su, pendant 34 ans, mettre en mots la grande comme la petite histoire des gens de notre région. Cette fois-ci, c'est la sienne qui sera racontée dans cet épisode de Racines mauriciennes.

« Il y a dans nos personnalités des caractéristiques qui nous sont très propres. Moi, c'était le sens de la justice. Le sens de la justice sociale! » raconte d'emblée la journaliste à la retraite. Après un saut en Droit, c'est le milieu journalistique qui lui a permis d'abreuver ces envies d'égalité et d'équité. « J'aime bien dire que j'aimais être un chien de garde de la démocratie! » raconte-t-elle en rigolant.

La sinieuse Saint-Maurice a accompagné bon nombre de voyages de l'ex-journaliste. « J'étais un peu comme Émilie Bordeleau dans son école, je faisais tout! » compare Louise. Ayant débuté sa carrière dans un des bureaux régionaux du Nouvelliste, elle devint la première femme à travailler dans le bureau latuquois du

quotidien. « Mes collègues étaient tous des hommes et être une celi-bataire à cette époque-là, c'était quelque chose, je dirais » se plait-elle à se remémorer, yeux rieurs au ciel. « C'était représentatif d'une époque, aussi », ajoute-t-elle à la fin de ses anecdotes.

L'EFFERVESCENCE D'UNE ÉPOQUE

Le plaisir de patauger dans la joute politique illumine encore les yeux de notre invitée. Dans les années 80-90-00, elle a couvert tant la scène politique que le milieu syndical. « À l'époque, on avait des journalistes qui étaient affectés juste aux affaires syndicales. Eille j'en ai couvert moi des grèves dans le milieu de la santé », se rappelle celle qui fut aussi présidente de son syndicat au Nouvelliste. D'ailleurs, la scène politique a stimulé la femme de carrière. « C'est un peu comme une consécration pour une journaliste locale, couvrir le conseil municipal de sa ville! ». D'ailleurs, aujourd'hui encore, elle se garde informée. La politique, qu'elle soit municipale, provinciale ou fédérale, Louise Plante en dévore!

PARCE QUE TOUS LES VISAGES D'UNE COLLECTIVITÉ PEUVENT ÊTRE RACONTÉS

Outre les débats politiques et les conflits syndicaux, Louise s'est passionnée pour l'histoire locale et communautaire. Dans la bibliothèque de Louise, un œuf métallique trône sur son piédestal et attire mon attention. C'est le prix



Claude-Masson de l'Association canadienne des périodiques catholiques. Cette récompense « honore la qualité du travail journalistique d'une personne ou d'une publication qui œuvre dans la presse écrite francophone du Canada et qui se distingue par la promotion qu'elle fait de valeurs éthiques et humaines telles que la charité, la justice, la paix, la solidarité et le respect de la vie ». Quelque chose de tout à fait honorable si vous voulez mon avis! Ce prix-là, Louise l'a reçu avec surprise. « Habituellement, ce sont les grands quotidiens tels que

La Presse ou Le Devoir qui mettent la main dessus », m'explique-t-elle. « C'est un reportage que j'avais écrit sur les nouveaux visages de la pauvreté qui m'a valu cet honneur. J'étais très contente et très fière, surtout qu'on ne m'avait pas dit qu'il avait été soumis! » ajoute-t-elle. D'ailleurs, cet « œuf » résume bien le type d'articles que Louise appréciait rédiger. Des articles donnant une voix à sa communauté, parlant des différentes questions sociales de son coin de pays et de ses plus petits et magnifiques secrets.

Parce qu'être un « chien de garde de la démocratie », c'est oui, garder un œil ouvert sur la joute politique, mais c'est aussi aider à la prise de parole de toutes et tous, pour que même les plus simples parcelles de notre collectivité, soient entendues, mais surtout écoutées. 

Pour en apprendre davantage sur le parcours trépidant de Louise Plante, visitez le www.racinesmauriciennes.com

Pierre Houde : réapprendre la liberté



Quand le mot liberté prend un nouveau sens, une deuxième vie. Quand le concept de « réalité thérapie » s'installe pour le bien non seulement de certains individus, mais également d'une collectivité. Quand ces paroles prennent forme et s'inscrivent dans la philosophie d'un homme : Pierre Houde. Phare sur le fondateur de la Maison de transition Radisson à Trois-Rivières, à l'honneur ce mois-ci, dans Racines mauriciennes.

(V.D.) Dans le dictionnaire, à côté du mot « authenticité » pourrait très certainement se retrouver le nom de Pierre Houde. Langage coloré et vrai. Rire franc et honnête. Cet homme en a vu une pis une autre, comme on dit. Ayant été à l'origine de la Maison Radisson dans les années 1970, Pierre a contribué au retour en société de nombreux détenus. « On leur donnait un petit programme de réhabilitation. La réhabilitation, ça passait par le travail, entre autres, mais aussi par les relations familiales et sociales. Déjà quand tu réussis à faire ça avec des gars qui sortent d'en dedans, c'est déjà beaucoup! », me raconte-t-il. C'est que reprendre sa vie en main, c'est le travail d'une vie, voire même de plusieurs vies pour certains.

QUAND L'HISTOIRE FAIT PLACE AU QUOTIDIEN

D'ailleurs, le nom de la Maison Radisson est tout sauf anodin. La Maison Radisson, c'est pour l'explorateur et coureur des bois, Pierre-Esprit Radisson. « C'en est un gars libre, mais un gars travaillant ». Deux caractères fondamentaux pour celui qui a travaillé pendant plusieurs années dans le milieu post-carcéral tant en

métropole qu'ici, à Trois-Rivières. Réapprendre à être libre et à aimer la liberté. « C'est un peu ça quand tu travailles en réhabilitation, que tu essaies de donner à ta clientèle, si tu veux. Excepté que c'est pas toujours vu de même, parce que c'est des détenus, y disent « beurk, encore des règlements », mais le côté thérapeutique, souvent ils l'oublient ». Mais pour Pierre, ces règlements s'ajustent aussi à la réalité... à la vie. « Par exemple, si l'heure d'arrivée est 23h, si le gars arrive à 23h05, est-ce que t'es obligé d'y faire un rapport d'offense? Il peut s'être passé plein de choses hors de contrôle du gars. Aussi, si tu aimes la liberté, faut comprendre aussi que les autres l'aiment. Pis qu'ils ont le droit de jouer avec, même s'ils ont des balises plus strictes que les miennes. Mais de là à varger dessus, moi, ça jamais été mon fort, ça », raconte celui derrière l'élaboration de ce centre résidentiel communautaire trifluvien.

UNE APPROCHE CENTRÉE SUR LES DÉCISIONS PERSONNELLES

La liberté de faire ses choix tout en connaissant les balises dans lesquelles évoluer, c'est au cœur de son approche. Approche qu'on

appelle la réalité thérapie. « La prémisse de base c'est aimer et être aimé, s'apprécier soi-même et se sentir apprécié. C'étaient les critères fondamentaux de la réalité thérapie », explique-t-il. Ce sont d'ailleurs les principes qui guident encore sa vie, aujourd'hui. Après avoir passé de nombreuses années à aider les autres, le septuagénaire a décidé d'être à son tour, au cœur de ses préoccupations. Comme il l'affirme, « aujourd'hui, m'a essayé d'être boss de moi-même, pis j'en ai déjà mon ostie de voyage! ». « Ce dont je suis le plus fier, je pense, c'est que je me suis donné la chance d'essayer de faire des affaires pis de les avoir réussies en partie. Pis je suis bin content d'avoir fait le peu que j'ai fait, mais de l'avoir fait. La liberté, c'est une des choses qui coûte le plus cher dans la vie. Mais c'est une des choses qui rapporte le plus aussi. » 

Pour en apprendre davantage sur la Maison Radisson et sur les racines de Pierre Houde, rendez-vous sur le www.racinesmauriciennes.com

VISAGESDELAVALLEE.COM

Faire rayonner la valeur unique des visages de la Vallée-de-la-Batiscan

Alors que l’achat local est plus tendance que jamais, le regroupement citoyen Solution Locale Vallée de la Batiscan, en collaboration avec la SADC de la Vallée de la Batiscan, est heureux d’annoncer la mise en ligne du site web « Les Visages de la Vallée » qui permet d’identifier facilement les entreprises et organismes des MRC des Chenaux et de Mékinac, et pour certains, leurs points de vente près de chez soi.

ERIC MORASSE

BULLETIN DES CHENAUX ET BULLETIN MÉKINAC

On se rappellera que Solution locale est cette initiative citoyenne qui, au printemps 2020 lors du premier confinement, permettait de mettre en place une plateforme de contact entre entreprises locales et consommateurs. Une initiative née de gens de chez nous, de la Mauricie et du Centre-du-Québec et qui avait rapidement fait boule-de-neige partout au Québec.

Ainsi, sur le territoire des MRC des Chenaux et de Mékinac, le milieu se mobilise pour promouvoir la valeur de l’achat local, avec une initiative concrète de sensibilisation des citoyens comme des entreprises à l’importance de soutenir les talents d’ici. « La crise actuelle nous fait réfléchir à l’importance de consommer

localement, de choisir les marchands, les entreprises de proximité, d’économie sociale et les organismes à but non lucratif qui sont à notre service et permettent à des hommes et des femmes de vivre de leur travail », affirme Sylvain Lemire, agent de développement à la SADC Vallée de la Batiscan.

cette plateforme compte d’ores et déjà un répertoire contenant plus de 70 fiches répertoriées par catégorie, par municipalité ou par type d’entreprise. Un moteur de recherche est également accessible pour cibler les produits et les commerces participants par mots-clefs.

Dès maintenant, les consommateurs peuvent se rendre au www.visagesdelavallee.com pour y découvrir les Visages qui font la fierté du territoire! L’invitation est également lancée aux entreprises de la Vallée-de-la-Batiscan qui désirent y figurer. L’inscription est gratuite et une visibilité supplémentaire est offerte via la page Facebook Les Visages de la Vallée.

Sur la plateforme Visages de la Vallée, on se fait un point d’honneur de présenter les gens qui sont derrière les commerces et services de la région, de mettre des visages sur nos produits locaux.



Violences sexuelles envers les hommes : Briser le silence

L’organisme Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l’enfance (Emphase) a lancé récemment sa nouvelle campagne de sensibilisation intitulée « IL FAUT EN PARLER! ». L’initiative vise à encourager la discussion sur le double tabou entourant les hommes victimes d’agressions sexuelles et de faire connaître les différents services de l’organisme auprès du public.

FRANÇOIS FOURNIER

La société présente encore trop souvent les hommes comme des êtres forts et invulnérables. Difficile de les voir en victimes dans ce contexte. C’est donc une lourde tâche pour eux de prendre la parole pour dénoncer une agression sexuelle. Le sentiment d’être faible les paralyse. C’est ainsi que l’organisme Emphase définit cette notion de double tabou : tabou de l’agression sexuelle et tabou d’être une victime, alors qu’on est un homme.

UNE RÉALITÉ PEU ABORDÉE

À travers les réseaux sociaux, des vidéos éducatives et promotionnelles et d’un guide de sensibilisation, Emphase veut pousser les hommes aux prises avec ce problème à entrer en contact avec eux. L’organisme vise également à sensibiliser les proches des victimes.

« Le but est de normaliser la demande d’aide et d’engager la discussion. Les hommes aussi peuvent être des victimes », affirme la responsable de la campagne, Michelle Amweg.

On souhaite, du côté de l’organisme, que les hommes n’attendent plus aussi longtemps avant de révéler ce terrible secret qui mine leur existence. « Ça prend en moyenne 40 ans à ces personnes avant de briser le silence », ajoute Mme Amweg. « Ils doivent réaliser qu’ils ne sont pas tout seuls ».

En effet, outre l’accompagnement avec divers intervenants, les hommes ayant subi des agressions sexuelles, durant l’enfance ou l’âge adulte, auront la chance de socialiser avec d’autres victimes au travers de rencontres de groupes. « Ils s’aident, ils se donnent des conseils et tranquillement ils s’ouvrent », explique Michelle Amweg.

UN LONG PROCESSUS

La responsable de la campagne insiste pour dire que le but du processus est d’atténuer les conséquences émotionnelles et psychologiques des agressions sexuelles. Faire la paix avec ce genre de démon représente malheureusement le travail d’une vie. Les répercussions sur la santé mentale et physique des victimes sont très importantes. Elles entraînent de graves problèmes dans leur vie conjugale, sexuelle et même

parentale. Ils sont affectés par un grand sentiment de culpabilité, touchant directement leur estime de soi. Les conséquences de ce traumatisme peuvent donc se manifester d’une multitude de façons et à n’importe quel moment dans le cours de leur vie.

Rappelons qu’une agression sexuelle est un geste à caractère sexuel sur une personne non consentante. Elle n’implique pas nécessairement un contact physique. Le voyeurisme et l’exhibitionnisme peuvent être aussi des formes d’agressions sexuelles. Le but des agresseurs est toujours le même : assujettir la victime à leurs désirs par un rapport de force physique ou psychologique.

Les agressions sexuelles sont difficiles à quantifier, notamment à cause du tabou qui les entoure. On estime que plus de 11% de la population a déjà été victime d’une agression sexuelle, selon une enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes menée en 2012.

INSPIRÉS PAR LE MOUVEMENT DES FEMMES

Le mouvement #moiaussi a peut-être servi d’inspiration aux hommes, croit Michelle

Amweg. Sans vouloir se prononcer formellement, elle pense que plusieurs d’entre eux osent de plus en plus prendre la parole aujourd’hui.

À savoir si la pandémie et le confinement ont été des facteurs de motivation pour mettre sur pied cette nouvelle campagne de sensibilisation, Michelle Amweg répond par l’affirmative : « On a plus d’hommes en crise que normalement ».

Vous pouvez trouver l’organisme Emphase sur Facebook et Instagram.

Emphase Mauricie Centre-du-Québec
1060, rue Saint-François-Xavier,
bureau 350, Trois-Rivières QC G9A 1R8
Trois-Rivières : 819 519-4273
Sans frais : 1 855 519-4273
Courriel : info@emphasemcq.org

ZONE CAMPUS

FIER DE SOUTENIR L'INFORMATION!

RADIO★BINGO

DE LA MAURICIE

TOUS LES SAMEDIS DÈS 18H

SHAWINIGAN ET TROIS-RIVIÈRES, BRANCHEZ-VOUS AU 92.9
OUEST DE LA MAURICIE, SYNTHONISEZ LE 103.1

103.1

COUNTRY POP

La sensibilisation aux réalités autochtones

La plus grande partie de mon travail est de faire de la sensibilisation portant sur les réalités des Premiers Peuples. Mes interventions avec les travailleurs des services publics, les établissements scolaires, les organismes partenaires du Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières me permettent de former des alliés à la cause autochtone. Quand j'anime une rencontre entre plusieurs personnes, je prends la liberté de poser quelques phrases d'introduction dans ma langue maternelle l'Innu Aimun. Pour ouvrir la discussion, je pose quelques questions. Nommez-moi deux Premières Nations au Québec et par la suite nommez deux communautés de chaque nation? La plupart des participants n'ont pas de réponse à mes questions. Je crois que c'est une bonne façon de faire comprendre aux personnes qu'elles ont encore beaucoup à apprendre de cette sensibilisation.

GABRIELLE VACHON-LAURENT

INNUE DE PESSAMIT ET AGENTE CULTURELLE AU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE TROIS-RIVIÈRES (CAATR)

Ceci étant dit, nous sommes conscients que chacun d'entre nous est acteur de changements. Nous avons toujours le choix de participer, tous autant que nous sommes et nous avons le pouvoir de mettre en œuvre des actions pour une cause qui nous tient à cœur. J'ai trouvé une façon de raconter mon histoire, dans mon environnement de travail, afin de toucher le plus de personnes et surtout provoquer des changements avec pacifisme et passion. Je crois que d'être moi-même une femme issue d'une Première Nation, me permet d'accepter qui je suis et qui je veux devenir; une femme fière et innovatrice!

Il est essentiel de montrer des exemples clairs afin de vous aider. Pour une meilleure compréhension, nous avons chez les Autochtones, 11 Premières Nations, chacune a ses spécificités et chacune des 55 communautés est unique. Pour ma part, j'explique les réalités, je parle de mes études et des obstacles rencontrés.

Il est bien important de ne pas généraliser en parlant des Premières Nations. Ce que j'ai entendu bien trop souvent c'est cette question : - « Est-ce que vous êtes Inuit? » Puisqu'il s'agissait seulement d'une question, je prenais le temps de préciser que j'étais une femme innue de la communauté de Pessamit. Ainsi, les gens me proposent d'en savoir plus par la suite. Il faut prendre le temps d'expliquer qui nous sommes et j'ai appris à le faire d'une façon que les personnes me comprennent mieux.



Gabrielle Vachon-Laurent, Innue de Pessamit et agente culturelle au Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières.

Les outils mis en place à ce jour sont plus nombreux qu'on le croit, il s'agit de les explorer et de se les approprier. Après mes études au collège Kiuna, situé à Odanak, j'ai compris bien des faits et des réalités. Les échanges entre les étudiants des différentes Nations m'ont permis de comprendre que j'étais issue d'une communauté où la langue était encore très vivante, que nous sommes des Autochtones et que notre culture est ancrée dans notre territoire.

Nous pouvons prendre conscience afin de clarifier plus de mythes et réalités concernant les Premières Nations que nous sommes ouverts à échanger avec tous. Bien sûr, l'ouverture doit être bidirectionnelle. La partie la plus difficile de mon travail est d'être souvent confrontée au fait accompli. Une fois, il est arrivé qu'une personne me dise : « je connais l'histoire et donc je te laisse quand même m'expliquer ton point de vue. » Je me suis sentie offusquée, par contre comme je suis de nature très

persistante, j'ai essayé tout de même de porter une attention aux détails de mes informations, afin de transporter les gens dans mon univers et défaire les idées prédéfinies de cette personne. Le dialogue occupe une grande partie de mon travail pour parvenir à créer des liens.

Quelques demandes tournent autour de projets artistiques : « est-ce qu'on peut nous montrer comment faire un capteur de rêve? ». Je crois qu'il serait bien de comprendre notre façon de voir les choses et surtout le mode de vie qu'on a depuis des millénaires. Dans mes présentations, je raconte des histoires, des contes ou légendes pour permettre aux gens de comprendre les valeurs autochtones qui nous sont transmises. Puisque j'ai été élevée dans le chalet familial et dans la communauté, j'ai eu la chance de voir les bienfaits de la vie en forêt et du mode de vie d'interdépendance. Les aînés nous contaient comment ils avaient surmonté les défis et les voyages avant que

nous devenions sédentaires. Je crois que ces expériences sont plus importantes à raconter que de faire un simple capteur de rêve.

En outre, je voulais montrer que nous sommes encore un peuple très vivant et surtout que nous pouvons développer un dialogue qui peut répondre à plusieurs questions. Je crois qu'il est important de garder une ouverture d'esprit et surtout prioriser les échanges pour arriver à défendre des causes ensemble. Nous pourrions ainsi échanger et nous éduquer en tant que citoyens. Mes méthodes de sensibilisation sont une manière pour moi de cheminer dans une réconciliation personnelle, et surtout, d'être une agente de changement pour les Premières Nations. 9

Les personnes, les familles et communautés autochtones sont les experts de leurs réalités et histoires.
Tshinashkumitin

LE TROU DU DIABLE
EST FIER D'ENCOURAGER
L'INFORMATION LOCALE

CREDITS : DOMINIC BÉLUBÉ



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Le monde selon Amazon est-il vraiment durable ?

Amazon semble **le grand gagnant** de la situation sanitaire : son bénéfice net de 2020 a quasiment doublé par rapport à 2019, **passant de 11,6 milliards à 21,3 milliards de dollars**. Au Québec, plus de 40% des achats en ligne réalisés en 2020 l'ont été sur Amazon.

Se targuant de vouloir intégrer la durabilité dans son développement, Amazon s'est fixé trois priorités : s'engager pour le climat, améliorer [son] environnement de travail et favoriser le développement des territoires. Voyons-voir ce qu'il en est réellement.

Amazon : des activités tentaculaires

Les activités de la multinationale ne sont peut-être pas aussi connues qu'on le croit. De la vente en ligne de livres, Amazon a développé son empire de façon tentaculaire : services d'infonuagique, de vidéos à la demande, de musique, de production de films...



Favoriser le développement des territoires ?

Des conditions de travail qui font froid dans le dos : des cadences difficiles à tenir, une mise sous pression permanente pour améliorer la productivité individuelle, des mesures de contrôle et de surveillance des employé-e-s...

En novembre 2020, Amnesty Internationale rappelait à la multinationale **son devoir de respecter les droits des travailleuses et travailleurs**, et particulièrement leur droit syndical.

Aux États-Unis, sept femmes ont déjà porté plainte contre la multinationale, pour avoir été **licenciée à cause de leur grossesse**.

S'engager pour le climat ?

Étant l'un des plus gros vendeurs mondiaux de vêtements et de produits électroniques, Amazon endosse une responsabilité colossale vis-à-vis de notre modèle de surconsommation et de surproduction. Est-ce vraiment compatible avec la transition écologique ?

18,87 millions de tonnes de CO₂ causé par le transport des produits. **L'équivalent des émissions produites par la Bolivie.**

55,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre générées par Amazon Web Services, la filiale de la multinationale consacrée au stockage et au traitement de données en ligne, soit autant que le Portugal.

Un gaspillage colossal : 3 millions de produits neufs ont été détruits en France en 2018.

Entre juillet 2018 et 2019, Amazon a transporté aux États-Unis **29% de produits en plus par avion**. Le transport aérien est pourtant le mode de transport de marchandises le plus polluant.

105 000\$

C'est, selon Oxfam, la prime que Jeff Bezos pourrait octroyer aux 876 000 salarié-e-s d'Amazon à travers le monde tout en restant aussi riche qu'il l'était avant la pandémie. Alors qu'en 2020, le monde entier se débattait avec la crise générée par la pandémie, les plus riches n'ont jamais vu leurs richesses progresser autant.

A voir

Le monde selon Amazon
Un film de Adrien Pinon et Thomas Lafarge



Améliorer son environnement de travail ?

Avec un chiffre d'affaires équivalent au PIB des Pays-bas, Amazon semble adopter l'évasion fiscale comme modèle de développement, comportement socialement inacceptable et injuste à l'égard des petits commerçants.

4,5 emplois détruits dans le commerce traditionnel pour un emploi créé dans le e-commerce.

Aux États-Unis, 93% des petits commerçants estiment qu'Amazon a un **effet négatif sur leurs recettes**, selon l'Institute for Local Self-Reliance.

Amazon investit dans le lobbying afin d'orienter à son avantage les lois, comme à Seattle, lieu de son siège social. Amazon a fait reculer la ville pour qu'elle retire une taxe qui aurait permis le financement de refuges pour les sans-abris.

Sources

ATTAC France
Les Amis de la Terre
Institution on Taxation and Economic Policy (ITEP)
Amnistie Internationale
Courrier International

L'achat chez nous de produits d'ici c'est gagnant...

... économiquement

Des revenus qui loin d'échapper à la communauté contribuent au contraire à son émancipation et à son développement en permettant aux commerces et aux entreprises de créer de l'emploi chez nous, de diversifier leur production ou leur offre de services, de faire tourner l'économie locale en somme.

... écologiquement

En diminuant notre empreinte carbone. Les produits provenant de circuits courts (moins de distance à parcourir entre le producteur et le consommateur) ont généralement un cycle de vie plus favorable à l'environnement tout en exigeant habituellement moins de suremballage.

... socialement

L'achat local aide à bâtir des communautés plus résilientes et plus propices à l'esprit d'initiative et à l'innovation en plus d'être parfois l'occasion d'événements favorisant la rencontre du producteur et du consommateur comme les foires et les marchés publics par exemple.

... éthiquement

L'achat de produits fabriqués ici offre de meilleures garanties quant aux conditions de travail et de sécurité et quant aux normes environnementales dans lesquelles ont été fabriqués les articles et produits qu'on achète.

... culturellement

L'achat de produits locaux contribue à mettre en valeur les savoir-faire de nos artisans et à soutenir la vitalité culturelle des régions tout en étant un facteur d'attraction au plan touristique.

Le saviez-vous ?

Au Québec, plus d'un.e adulte sur quatre est abonné.e à Amazon Prime.

Acheter des produits d'ici en ligne, c'est possible...



<https://www.panierlocal.ca/fr/accueil>
<https://www.alimentsduquebec.com/fr/>
<https://faitchezvous.ca/>
<https://boutique.signelocal.com/>
<https://www.etsy.com/ca-fr/featured/faitauquebec>
<https://www.mazonequebec.com/>
<https://www.lepanierbleu.ca/>

On a tous de bonnes questions sur la vaccination



Au Québec, la vaccination contre la COVID-19 s'est amorcée en décembre 2020. Cette opération massive vise à prévenir les complications graves et les décès liés à la COVID-19 ainsi qu'à freiner la circulation du virus de façon durable. Par la vaccination, on cherche à protéger la population vulnérable et notre système de santé, ainsi qu'à permettre un retour à une vie plus normale.

LA VACCINATION EN GÉNÉRAL

Pourquoi doit-on se faire vacciner?

Les raisons de se faire vacciner sont nombreuses. On le fait entre autres pour se protéger des complications et des risques liés à plusieurs maladies infectieuses, mais aussi pour empêcher la réapparition de ces maladies.

À quel point la vaccination est-elle efficace?

La vaccination est l'un des plus grands succès de la médecine. Elle est l'une des interventions les plus efficaces dans le domaine de la santé. Cela dit, comme tout autre médicament, aucun vaccin n'est efficace à 100 %. L'efficacité d'un vaccin dépend de plusieurs facteurs, dont :

- l'âge de la personne vaccinée;
- sa condition ou son état de santé (ex. : système immunitaire affaibli).

L'EFFET DES VACCINS EN UN COUP D'ŒIL



- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que la vaccination permet d'éviter plus de deux millions de décès dans le monde chaque année.
- Depuis l'introduction des programmes de vaccination au Canada en 1920, la **poliomyélite a disparu** du pays et plusieurs maladies (comme la **diphtérie**, le **tétanos** ou la **rubéole**) sont presque éliminées.
- La **variole** a été **éradiquée** à l'échelle planétaire.
- La principale bactérie responsable de la **méningite bactérienne** chez les enfants (*Haemophilus influenzae* de type b) est maintenant **beaucoup plus rare**.
- L'**hépatite B** a **pratiquement disparu** chez les plus jeunes, car ils ont été vaccinés en bas âge.

LA VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Le vaccin est-il sécuritaire?

Oui. Les vaccins contre la COVID-19 ont fait l'objet d'études de qualité portant sur un grand nombre de personnes et ont franchi toutes les étapes nécessaires avant d'être approuvés.

Toutes les étapes menant à l'homologation d'un vaccin ont été respectées. Certaines ont été réalisées de façon simultanée, ce qui explique la rapidité du processus. Santé Canada procède toujours à un examen approfondi des vaccins avant de les autoriser, en accordant une attention particulière à l'évaluation de leur sécurité et de leur efficacité.

Quelles sont les personnes ciblées pour la vaccination contre la COVID-19?

On vise à vacciner contre la COVID-19 l'ensemble de la population. Cependant, le vaccin est disponible en quantité limitée pour le moment. C'est pourquoi certains groupes plus à risque de développer des complications de la maladie sont vaccinés en priorité.

Peut-on cesser d'appliquer les mesures sanitaires recommandées lorsqu'on a reçu le vaccin?

Non. Plusieurs mois seront nécessaires pour protéger une part suffisamment importante de la population. Le début de la vaccination ne signifie pas la fin des mesures sanitaires. La distanciation physique de deux mètres, le port du masque ou du couvre-visage et le lavage fréquent des mains sont des habitudes à conserver jusqu'à nouvel ordre.

Comment les groupes prioritaires ont-ils été déterminés?

La vaccination est recommandée en priorité aux personnes qui courent un risque plus élevé de complications liées à la COVID-19, notamment les personnes vulnérables et en perte d'autonomie résidant dans les CHSLD, les travailleurs de la santé œuvrant auprès de cette clientèle, les personnes vivant en résidence privée pour aînés et les personnes âgées de 70 ans et plus. À mesure que les vaccins seront disponibles au Canada, la vaccination sera élargie à de plus en plus de personnes.

Ordre de priorité des groupes à vacciner

- 1 Les personnes vulnérables et en grande perte d'autonomie qui résident dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) ou dans les ressources intermédiaires et de type familial (RI-RTF).
- 2 Les travailleurs du réseau de la santé et des services sociaux en contact avec des usagers.
- 3 Les personnes autonomes ou en perte d'autonomie qui vivent en résidence privée pour aînés (RPA) ou dans certains milieux fermés hébergeant des personnes âgées.
- 4 Les communautés isolées et éloignées.
- 5 Les personnes âgées de 80 ans ou plus.
- 6 Les personnes âgées de 70 à 79 ans.
- 7 Les personnes âgées de 60 à 69 ans.
- 8 Les personnes adultes de moins de 60 ans qui ont une maladie chronique ou un problème de santé augmentant le risque de complications de la COVID-19.
- 9 Les adultes de moins de 60 ans sans maladie chronique ni problème de santé augmentant le risque de complications, mais qui assurent des services essentiels et qui sont en contact avec des usagers.
- 10 Le reste de la population de 16 ans et plus.

Est-ce que je peux développer la maladie même si j'ai reçu le vaccin?

Les vaccins ne peuvent pas causer la COVID-19, car ils ne contiennent pas le virus SRAS-CoV-2 responsable de la maladie. Par contre, une personne qui a été en contact avec le virus durant les jours précédant sa vaccination ou dans les 14 jours suivant sa vaccination pourrait quand même faire la COVID-19.

La vaccination contre la COVID-19 est-elle obligatoire?

Non. Aucun vaccin n'est obligatoire au Québec. Il est toutefois fortement recommandé de vous faire vacciner contre la COVID-19.

Est-ce que le vaccin est gratuit?

Le vaccin contre la COVID-19 est **gratuit**. Il est distribué uniquement par le Programme québécois d'immunisation. Il n'est pas possible de se procurer des doses sur le marché privé.

Si j'ai déjà eu la COVID-19, dois-je me faire vacciner?

Oui. Le vaccin est indiqué pour les personnes ayant eu un diagnostic de COVID-19 afin d'assurer une protection à long terme.

Québec.ca/vaccinCOVID

1 877 644-4545



CHASSEUR AU HARPON
Markoosie Patsauq, éditions Boréal

Considéré comme le premier roman en inuktitut jamais publié, *Chasseur au harpon* raconte, entre autres, la traque d'un animal dans le vaste et redoutable paysage nordique. Lorsqu'un ours attaque le village, les chasseurs sont convaincus que celui-ci est malade et qu'il doit être tué, au risque de contaminer d'autres animaux. Kamik, fils de Sallug, accompagnera les chasseurs dans cette quête. Paru initialement il y a 50 ans, ce livre est remis en valeur grâce à une première traduction du texte original. La lecture en est d'autant plus intéressante, car cette traduction lui donne un style remarquable. Bien que ce récit ne compte qu'une centaine de pages, les épreuves des protagonistes s'y multiplient pour créer une épopée grandiose. Le vocabulaire employé pourra paraître simple, mais il s'apparente à celui d'un conte dont la complexité relève de la morale. La préface, la postface ainsi que la note des traducteurs ajoutent beaucoup à la compréhension globale de l'œuvre, car ces segments permettent de connaître le contexte dans lequel le manuscrit original a été écrit et d'en apprendre davantage sur l'auteur. Ces aspects sont nécessaires pour apprécier l'envergure et les répercussions de ce livre. Je le conseille à tous ceux et celles qui ont soif de dépaysement, tant pour l'environnement qu'il présente que pour le style d'écriture qu'il adopte.

par Laurence Grenier



LAPIN
Mona Awad, La Shop, Québec Amérique

L'autrice, originaire de Montréal, nous présente la sombre histoire de Samantha. Étudiante en littérature dans une prestigieuse école, la jeune femme, accablée par le manque d'inspiration qui l'empêche de terminer son mémoire, rejoint les « lapins ». Sous ce surnom affectueux qu'elles se donnent elles-mêmes se cachent quatre étudiantes de familles riches, très proches les unes des autres, un mélange de sororité et de secte. Identifiées par des qualificatifs stéréotypés comme Cupcake, Vignette, Poupée creepy et Duchesse, elles représentent tout ce que Samantha déteste : la superficialité, la richesse et la prétention. Pourtant, elle désire tellement l'acceptation de ses pairs qu'elle accepte de faire partie de ces Lapins et s'enfonce dans un quotidien troublant teinté de gaminerie. Une oppression et une lourdeur accompagnent chaque commentaire des Lapins ; leur jugement influence Samantha et elle s'éloigne rapidement de sa seule amie. Les quatre inséparables partagent avec elle leur propre procédé de création animé par l'envie de briser les limites expérimentales et même la réalité.

Dans ce roman, l'utilisation d'un vocabulaire relié au monde animal et la présence de ceux-ci sont maîtrisés à la perfection. Les dialogues mentaux de Samantha, qui nous rapprochent d'elle et de sa perception embrouillée du monde, rendent la lecture étourdissante. De plus, l'autrice se démarque par la syntaxe originale qu'elle emploie et la touche d'horreur qu'elle ajoute à son récit.

par Katrine Winter



MON (JEUNE) AMANT FRANÇAIS
Josée Blanchette

Jeanne et Romain se rencontrent dans une soirée dansante. Le magnétisme s'établit instantanément, l'attirance est forte. Leur relation s'entame ainsi, tantôt exaltante, tantôt accablante. Leur différence d'âge crée un fossé, elle marque une séparation où se rejoignent l'expérience et les préjugés. Mais c'est justement à travers ces écueils que Jeanne se réapproprie sa liberté. Faisant suite à un épisode de divorce traumatisant, cette nouvelle fréquentation se révèle une occasion de redécouvrir sa féminité en vivant des élans passionnels jamais connus auparavant.

Romain est inspiré par la confiance et la désinvolture de Jeanne, mais il lui offre un amour calculateur, fidèle à son esprit mathématicien ; il se refuse à l'abandon complet. Cette attitude incitera son amante à explorer d'autres possibilités, notamment en flirtant avec le polyamour et le monde des millénariaux. Entre un voyage à Paris, une excursion dans sa Gaspésie natale, une cérémonie d'ayahuasca et les festivités d'Osheaga, la narratrice nous transmet ses intuitions et réflexions teintées d'une maturité profonde et spirituelle, de manière vive et allumée.

Ce premier roman de Josée Blanchette s'avère hédoniste et sensible. Il nous promène d'une génération à l'autre, entre le mathpunk et les vieilles chansons françaises, le BDSM* et les bons champagnes.

* Acronyme de bondage, discipline, domination, soumission, sadisme, masochisme.

par Laurence Primeau



9 SUGGESTIONS DE NOS CINÉPHILES

CHARLES FONTAINE

NOMADLAND
États-Unis. 2020. Drame de Chloé Zhao avec Frances McDormand, David Strathairn, Linda May.

Le rêve américain s'effrite et la chance ne sourit plus à cette veuve sexagénaire. Depuis l'effondrement économique de sa petite ville ouvrière du Nevada, cette femme endeuillée surnommée Fern incarnée par Frances McDormand (*Fargo*, *Three Billboards outside Ebbing, Missouri*) est contrainte à une vie de nomade. Pas tout à fait celle, très tendance, de la vanlife, la vie de « van dweller » qu'elle adopte est pourtant bel et bien un nouveau mode de vie partagé par de nombreux Américains. *Nomadland* raconte ainsi l'histoire d'une femme sillonnant seule les marges de l'Amérique à la recherche de travail, mais à la fois celle des différentes communautés nomades modernes cherchant ce qu'il reste de solidarité aux États-Unis.

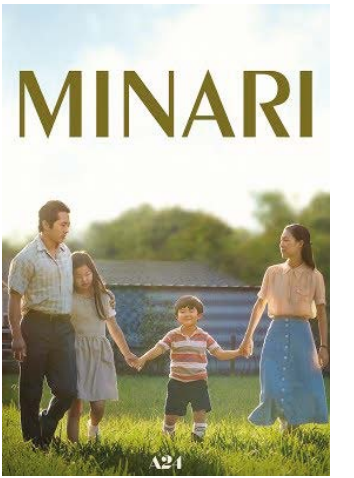
La réalisatrice sino-américaine Chloé Zhao signe un film formidable à la fois onirique dans la façon dont il porte la beauté de ce territoire et ancré dans la réalité en ce qu'il présente le genre de personnage dont nous n'avons pas l'habitude à l'écran. Alliant fiction et documentaire, *Nomadland*, dont le tournage s'est étalé sur cinq mois et sept États américains, se garde cependant de porter un quelconque message politique, même lorsqu'il s'agit du travail aliénant dans les entrepôts du géant Amazon. Le long-métrage forge plutôt une réflexion sur la maison comme objet et comme concept. Il cherche à voir ce que cette vie peut offrir qu'une maison ne pourrait pas et la rencontre entre Fern et Dave saura peut-être proposer une piste de réponse, à savoir, l'autre. Sans doute pour l'interprétation impeccable de McDormand, mais aussi pour la réalisation soignée de Chloé Zhao, le film s'est mérité le Lion d'Or à la Mostra de Venise en 2020, a récolté des plus prestigieux prix aux derniers Golden Globes et se retrouve en nomination pour « meilleur film » à la course aux Oscars de 2021.



MINARI
États-Unis. 2020. Drame de Lee Isaac Chung avec Steven Yeun et Yeri Han.

Véritable fenêtre sur la vie d'immigrants en poursuite du rêve américain, *Minari* présente la réalité d'une famille coréenne s'établissant sur un petit lopin de terre de l'Arkansas dans les années 1980. Passées en Californie, les années précédentes n'ont pas fourni le bonheur escompté. C'est Jacob, le patriarche, qui entraîne sa famille au beau milieu de nulle part afin de cultiver des variétés de fruits et légumes. Or, la vie en milieu rural s'avère plus difficile que prévu et Jacob porte de plus en plus à lui seul cet espoir de faire de ce rêve un gagne-pain. Pour apaiser les tensions familiales, celui-ci propose que sa belle-mère, Soonja, vienne s'installer avec eux et s'occupe des enfants. La grand-mère, bien loin des stéréotypes, met un certain temps à tisser des liens avec ses petits-enfants, notamment avec le petit David, plus fragile et plus américanisé.

Ce drame naturaliste d'une grande beauté témoigne de la fragilité et de la résilience d'un couple face aux aléas de la vie en communauté rurale. Comment se retrouver en dehors d'un travail aliénant, des inquiétudes répétées pour la santé du plus petit et d'un choc culturel se répétant au quotidien? C'est la question qu'aborde avec sensibilité Lee Isaac Chung en puisant les réponses à même sa propre expérience. Sans grandes péripéties, le récit se déploie devant nous comme croît un jardin et se compose un portrait familial. On appréciera, outre l'excellente interprétation de Steven Yeun (*Burning*, *The Walking Dead*), la réalisation intimiste et organique nous menant à cette finale, frôlant presque la tragédie, qui, en réalité, n'en est pas une. Le film est en nomination dans la catégorie « meilleur film » à la 93^e cérémonie des Oscars.



LES SOIRS DE MATCHS

DUBÉ & MCGUIRE
LE HOCKEY DES CANADIENS



Élections municipales 2021 et l'enjeu de la vitalité démocratique

À Trois-Rivières, la course aux élections municipales du 7 novembre prochain commence à peine à esquisser quelques reflets, mais elle est encore loin de faire grossir ses reliefs, tout comme elle demeure lointaine des préoccupations des citoyens. Une course qui se jouera dans les urnes, mais qui ne devra pas se déjouer d'un enjeu en course permanente : l'enjeu d'une vitalité démocratique qui semble de plus en plus s'amenuiser.

SORAYA KETTANI

Se tient comme chaque mois de novembre aux quatre ans, un premier dimanche électoral municipal, à l'occasion duquel une partie de la compétence citoyenne performe dans l'exercice électoral. Des élections qui se tiendront, très certainement, dans le contexte des contraintes imposées par la crise sanitaire. Et comme pour chaque année électorale, le sujet attire l'attention, tant les enjeux sont cruciaux. Mais la participation citoyenne n'est toutefois pas convaincante en comparaison aux élections générales. Si on rajoute à cela la faiblesse des compétitions électorales, la vitalité démocratique est pour le moins préoccupante. Pourtant, les candidats municipaux incarnent un levier de proximité souhaitable pour tous les citoyens. À Trois-Rivières, le taux de participation en 2013 n'était guère plus de 50%, et en 2017, moins de 38 % des électeurs ont voté aux élections partielles.

Les études sur la question ont démontré que plus un électeur entreprend de suivre l'actualité, plus sa compréhension du monde

politique est élevée, et plus sa participation électorale est renforcée. Il est constaté que la participation électorale devient une préoccupation d'envergure sur le plan mondial, tant les mobilisations sont en recul, notamment dans les pays industrialisés. Et cela malgré la dynamique sans précédent des champs de transfert de la connaissance. Les politiques publiques à ce sujet jouent un rôle dominant.

En 2017, le directeur général des élections du Québec ainsi que les municipalités avaient investi des efforts notables pour rappeler l'importance du vote. Une campagne publicitaire avait d'ailleurs marqué les esprits dans cet effort de soutien à la nécessité du vote. De son côté, la greffière de la Ville et présidente d'élection de Trois-Rivières, Yolaine Tremblay, avait demandé aux médias d'appuyer de leurs efforts la réussite des élections municipales. Son équipe avait dédié aux moins de 35 ans une attention plus grande. Des capsules ont été conçues, des vox pop ont été montés, un guide de l'électeur avait été soigneusement élaboré, et des slogans attractifs avaient été scandés. Tout pour concourir



CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ

Le palier municipal est en principe celui le plus proche des électeurs. Pourtant, aux élections de Trois-Rivières, le taux de participation en 2013 n'était guère plus de 50%, et en 2017, moins de 38 % des électeurs ont voté aux élections partielles.

à la stimulation de l'intérêt des citoyens à se diriger vers l'isoloir.

Initialement, cet effort s'annonçait efficace. Toutefois, un effort supplémentaire d'éveil à la compétence citoyenne doit être durablement investi dans le temps, à travers activités diverses, pour ancrer de mieux en mieux l'intérêt à la participation citoyenne. Se

contenter des simples périodes électorales semble devenir de plus en plus pénible, et produire de moins en moins d'effets. Cette préoccupation à rehausser l'intérêt pour la chose publique et politique doit être formulée en tenant compte du contexte de fragmentation des connaissances au milieu du large spectre de l'offre médiatique. La cristallisation de

l'information dans l'univers des réseaux sociaux n'est pas sans conséquence. L'environnement médiatique n'impose plus des choix restreints pour les usagers, certes, mais bien que l'offre soit abondante, elle ne participe toutefois pas à rehausser l'intérêt envers la chose politique.

SUITE À LA PAGE 16

LE REMÈDE CULTUREL DE DIANE CYR : La musique, tout le temps, partout

La culture fait du bien, et malgré la distance, Culture Trois-Rivières vous la partage! À travers la voix de ses employés, de ses partenaires, de ses clients, de personnalités et d'artistes, osez découvrir un nouveau remède culturel. Diane Cyr, fidèle cliente de Culture Trois-Rivières, explique ici comment les arts et la culture lui font du bien.

LAURENCE CHARTRAND
CULTURE TROIS-RIVIÈRES

« La musique c'est la vie et il n'y a pas de vie sans musique », s'exclame Diane Cyr lorsqu'on lui demande de décrire son remède culturel.

Chez Culture Trois-Rivières, Diane Cyr est connue comme étant une fidèle cliente passionnée des arts de la scène. Elle assiste à environ 90 spectacles par année, à Trois-Rivières et ailleurs au Québec. D'ailleurs, en raison des reports liés à la COVID-19, Diane compte une quarantaine de spectacles pour lesquels elle avait des billets qui sont en suspens.

Son intérêt pour la musique est né de sa mère, qui lui faisait écouter des chansons françaises et américaines. « Il y avait toujours la radio qui jouait dans la maison », se souvient-elle. Aujourd'hui, bien que Diane apprécie la musique de plusieurs époques et genres, c'est celle des années 60 et 70 qui la rejoint particulièrement. « À mon avis, c'est l'époque la plus prolifique de la musique, tant québécoise qu'internationale. »

L'époque des Beatles, mais aussi de plusieurs groupes québécois fondés dans ces années, a laissé plusieurs classiques qui sont encore appréciés aujourd'hui et qui le resteront, selon elle.

Diane considère que la musique a plusieurs effets positifs sur elle, comme entre autres l'aider à relaxer et à se concentrer. Son remède culturel est omniprésent dans sa vie; la preuve, chaque soir, elle s'endort au son de la musique et chaque matin, c'est aussi ce qui la réveille. « C'est paradoxal, car ça m'endort, mais du moment que la musique part le matin, ça me réveille. Pendant que j'écoute la musique, je ne jongle pas avec d'autres choses », dit-elle.

Ses albums favoris jouent également dans sa voiture lorsqu'elle se décide à partir en roadtrip, activité qu'elle affectionne particulièrement, surtout l'été. « La route, la musique, le soleil, je n'ai pas besoin de rien d'autre », indique Diane, qui se fait d'ailleurs appeler « le jukebox » par ses amis, en clin d'œil à sa passion et ses connaissances d'un grand répertoire musical.

Bien connue de l'équipe de Culture Trois-Rivières, Diane est aussi familière avec plusieurs artistes qu'elle affectionne et qu'elle a vus en spectacle de nombreuses fois. Elle a en effet voyagé à travers le Québec et même au Nouveau-Brunswick avec une amie pour suivre des artistes tels que Tocadéo, Guylaine Tanguay, Michel Louvain et Christian Marc Gendron. Les deux femmes peuvent voir jusqu'à 15 fois le même spectacle. « On remarque quand ils se trompent dans leur chorégraphie! », raconte Diane en riant.

« Depuis le temps qu'on voit des shows et qu'on voit des artistes à répétitions, on développe des liens avec ces gens-là. Ça devient des amis, on se connaît presque intimement, donc quand on se voit, on a toujours plein de choses à se dire. »

Les artistes qu'elle va voir en spectacle à répétition vont même jusqu'à lui demander parfois conseil quant à des choix de numéros et de chansons. « En tant que spectatrice et fan, on ne se gêne pas pour faire des commentaires



qui se veulent constructifs, explique-t-elle. Il y a des échanges qui se créent. »

En attendant de pouvoir recommencer à assister à des spectacles en personne, Diane se tourne vers des productions présentées virtuellement. Le contact qu'apportent les arts vivants lui manque, mais elle trouve tout de même important de continuer d'encourager l'industrie en ces temps difficiles.

« Bien sûr, ce n'est pas pareil comme un spectacle en salle, mais c'est le pain et le beurre des artistes. Il faudrait que les gens

les encouragent encore plus, car il ne faut pas oublier qu'en arrière de ça, il y a toute une équipe de techniciens de son, d'éclairage. Ça en fait du monde qui gravitent autour d'un petit mot qui s'appelle « culture ». »

Au-delà des spectacles, Diane croit que la culture en général est primordiale dans la vie des gens et que chacun devrait se donner la chance de trouver son remède culturel. « Je crois que c'est un enrichissement personnel que les gens se doivent de se payer, peu importe la forme d'art. Autant que du pain et du lait, la culture est une nourriture pour l'esprit. »

REMÈDE CULTUREL
REMÈDE CULTUREL
REMÈDE CULTUREL
REMÈDE CULTUREL

REMÈDE CULTUREL
REMÈDE CULTUREL
REMÈDE CULTUREL

CULTUR3R
CULTURE TROIS-RIVIÈRES

La culture fait du bien.

CULTUR3R.COM

TRÈS
Tribunes

Canada

Québec

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 15

Entretien avec l’écrivaine GABRIELLE FILTEAU-CHIBA

Gabrielle Filteau-Chiba est traductrice, illustratrice et autrice. À l’occasion de la parution du dernier volet d’une trilogie (Encabanée en 2018, Sauvagines en 2019, puis Bivouac en 2021), La Gazette lui a proposé, par « échange épistolaire moderne », de partager avec nos lecteurs sa vision du rôle de l’artiste en société.

MÉLISSA THÉRIAULT

Q : Votre trilogie se situe dans les régions du Québec et c’est l’une de ses grandes forces : elle nous fait rêver de ces lieux qui sont à la fois si près et si loin de nous. Comment s’est développé votre attachement au territoire ?

R : À 18 ans, j’ai pris l’habitude d’aller me perdre aux quatre coins du monde, en sac à dos, dès que j’avais du temps et des sous. Je me suis installée, toute une session d’études, sur une île africaine, préférant suivre mes cours à distance. J’ai fait du pouce en Roumanie, en Pologne pour errer dans des rues où je me sentirais chez moi. J’ai cueilli des cerises et taillé des vignes. Tout plein de choses piquaient profondément ma curiosité : l’autre, l’inconnu, la nature sauvage d’un autre endroit, les petits cafés, les parias. Les voyages étaient pour moi à la fois une fuite et une quête d’identité. Et donc j’ai voulu devenir traductrice parce que parler plusieurs langues était synonyme d’amitiés d’alchimie en voyage. Je tisserais des ponts.

Mais la réalité du métier m’a rattrapée : il fallait passer des journées entières à l’écran et les trois quarts de mon temps en ville. Je me suis vite sentie aliénée. Cumulant les plans d’évasion, je cherchais encore une destination exotique... Puis c’est devenu une évidence. Kamouraska ! L’arrière-pays niché dans les Appalaches, les baleines qui font vibrer la berge, les harfangs sur des piquets de rangs... Dans ma tête pleine de listes, Kamouraska était déjà associée à un fabuleux-fiévreux roman d’Anne Hébert et aux légendes d’une boulangerie aux pieds dans l’eau, de neiges quasi éternelles, des plus beaux couchers de soleil de ce monde et de mammifères marins qui se la coulent douce dans les eaux, s’en retournent sans presse à la mer.

Je n’étais pas riche. Mais j’avais un plan extraordinaire. Tout vendre. Remplir mon char de l’essentiel. Partir vivre dans un refuge de bûcheron des années 1970, repéré sur Centris, abandonné en plein milieu d’une immense forêt d’épinettes. Sans parler de la rivière. J’ai mis tous mes œufs dans ce panier-là : le pari de tenir le plus longtemps possible dans mon shack. Ça a été le voyage le plus beau, le plus long et le plus dépayçant de ma (jeune) vie. Mon premier vrai chez-moi.

De 23 à 26 ans, j’y ai vécu seule, sans eau courante ni électricité. Faux. Il y avait les coyotes dehors. Les souris dans les murs. J’ai

adopté une husky, aussi, le deuxième hiver. Et j’avais des livres, des tonnes de livres. Que j’ai lus à voix haute, à la lueur d’une lampe ou d’une chandelle, comme si je parlais à de vieux amis. J’ai tenu un journal, dessiné des traces d’animaux, des flocons, des cottés, dressé des listes pour rire de moi-même et refaire le monde avec mes nouveaux amis, des écolos et des affranchis du coin.

Finalement, mon périple de huit ans à vivre un peu en ermite dans ma forêt au Kamouraska s’est transformé en une œuvre papier. Trois romans illustrés. Maintenant traduits dans plein de langues. Ça commence par Encabanée, puis Sauvagines et enfin Bivouac. Un triptyque. Je vous prends par la main et vous emmène rencontrer Anouk, Raphaëlle et Riopelle, d’ardents défenseurs du territoire. Des amoureux.

Q : La Mauricie est un tissu formé de villes et d’espaces encore sauvages, malgré un passé industriel important. Elle tient à son caractère régional, bien qu’elle soit située entre la capitale et la métropole.

Vous avez expérimenté la vie dans le Bas-St-Laurent avec ce qu’elle comporte de plus beau et de plus difficile. Croyez-vous que l’on puisse « cultiver la vie sauvage » (si vous me permettez l’oxymore) en ville, c’est-à-dire commencer par l’éducation citoyenne en ville, afin de sortir du clivage métropole/région ? Si oui, par où commencer, si non, pourquoi ?

R : Je crois au nomadisme des humains. Je pense que bouger sur le territoire fait partie de notre ADN. Comme ceux qui vivent en ville et se jettent sur les autoroutes le vendredi pour arriver vite au chalet, au mont de ski, à la yourte louée.

Il faut nouer une relation intime et cyclique avec la Nature, aller respirer les gouttelettes et molécules qui planent dans l’air des boisés. Inspirez-y fort – je n’ai pas besoin de vous décrire le sentiment de soulagement et de bien-être qui s’ensuit. Je ne vous apprends rien : aller dans la nature fait du bien. Alors pour commencer à sortir du clivage métropole-région, il faut créer des passages, des passerelles fauniques, pour la faune, mais aussi pour nous. Des sentiers qui s’ouvrent sur un parc protégé où les animaux règnent. Une piste cyclable qui longe un ruisseau à l’ombre et qui nous permet d’accéder à un belvédère, une plage, un arbre ancien. Une ruelle verte où réapparaissent les crapauds et



Gabrielle Filteau-Chiba, écrivaine



où poussent des citrouilles. Des touches de couleur et de vie qui donnent envie d’aller plus creux, éventuellement.

Q : Par où commencer pour mettre en œuvre cette transition, selon vous ?

R : Les enfants imitent nos comportements. Alors ne nous réfugions pas en région éloignée seulement quand nous sentons le stress nous tuer à petit feu, allons-y souvent, entourons-nous de plantes, créons des occasions où nous risquons de croiser les beautés rares du territoire. La première fois que j’ai vu, assise dans la chaloupe de mon ami, trois bélugas nager droit vers nous, j’ai pleuré d’émerveillement. Et je me souviens de ce moment comme si c’était hier. Si j’avais un conseil aux parents et aux jeunes adultes

qui rushent ces temps-ci, je vous dirais de revisiter la tradition de la quête de vision, durant laquelle l’adolescent passe de l’enfance à l’âge adulte en séjournant un long moment en autonomie en Nature.

Nous avons besoin de rituels pour renouer avec la vie sauvage. C’est un pan de notre humanité que nous avons occulté. Promenez-vous dans les bois. Décrochez un bon bout. Le pire qui peut vous arriver, c’est l’ennui, et après l’ennui, viennent les idées. L’inspiration.

Comme le matin de printemps où j’ai aperçu une loutre à trois pattes jouer dans la rivière, entre les glaces et les cristaux de lumière, scène qui m’a donné envie d’écrire une histoire pour enfants. Parce que le virage vert doit être ludique pour que les petits embarquent.

Q : En terminant, que peut-on vous souhaiter pour la suite ?

R : Que la traduction de mes romans à l’étranger et que mon succès littéraire au Québec (merci du fond du cœur à toutes mes lectrices et à tous mes lecteurs) se matérialisent en une forêt protégée, ici. Avec mes droits d’auteur et en vue d’y exercer une vigie, je veux acheter un boisé d’arbres matures, un écosystème en péril, la plus grande étendue possible, et veiller à sa pérennité. Ma mission de vie, c’est de contourner le système qui s’enfarge dans les fleurs du tapis, perdant un temps considérable, et ce faisant manque à son devoir de protéger ce que nous avons de plus précieux : la vie sauvage, libre, indomptée.

Prenons soin de la Nature, et elle prendra soin de nous. 🌲

SOCIÉTÉ : ÉLECTIONS MUNICIPALES 2021 ET L’ENJEU DE LA VITALITÉ DÉMOCRATIQUE

SUITE À LA PAGE 16

Soulignons de plus que la conscientisation politique est en baisse auprès des jeunes adultes, pourtant, très exposés médiatiquement, mais qui agissent par évitement et personnalisation des contenus consommés. Des études estiment d’ailleurs que si les jeunes avaient un niveau d’information équivalent à celui de

leurs aînés, cela aurait pour conséquence d’augmenter au moins de 14% leur participation électorale. Le manque d’orientation et d’information qualitatives est l’une des raisons majeures invoquées pour expliquer l’abstentionnisme des électeurs, celui-ci étant de 54 % pour les jeunes. Notons que la population de la tranche des

20- 44 ans à Trois-Rivières est supérieure à la population de la tranche des 45-65 ans, respectivement de l’ordre de 1 055 140 et 888 205 individus, selon le dernier recensement.

Il est vrai que l’attachement du personnel électoral à vouloir hausser le taux de participation aux

scrutins est un fait rassurant. Il pourrait d’ailleurs être recommandé aux gouvernements de poser certaines actions à même de cultiver la connaissance des systèmes politiques et électoraux, à l’endroit d’un public ayant grandement besoin d’être éclairé sur son rôle d’acteur de sociétés démocratiques. Un effort actif et

permanent des gouvernants pour la valorisation des institutions et des acteurs qui y œuvrent permettrait de hausser le niveau de compétence citoyenne, notamment électorale. Une participation accrue aux élections municipales de novembre prochain aurait pour effet, à tout le moins, de revaloriser l’action démocratique. 🗳

Revisiter le Bas-du-Cap

Avouons d'emblée que l'idée d'aller prendre une marche au Cap-de-la-Madeleine n'est pas la première à traverser l'esprit des Trifluviens et Trifluviennes habitant l'ouest de la rivière. Encore moins dans le Bas-du-Cap ! Ayant grandi sur la rue Saint-Maurice à quelques coins de rue du Sanctuaire Notre-Dame-du-Cap, je me suis prêté au jeu de revisiter ce coin de mon enfance, tenté par les nouveaux parcours Balados du Bas-du-Cap.



ALEX DORVAL

Réalisés par l'équipe de l'entreprise de vulgarisation historique Personare pour la Ville de Trois-Rivières, les Balados du Bas-du-Cap se déclinent en trois parcours sonores invitant à la découverte de l'histoire religieuse, ouvrière et moderne des premiers quartiers madelinois. On visite les lieux cultes et revisite les moments forts qui ont marqué le Cap-de-la-Madeleine depuis l'arrivée des grands voiliers européens jusqu'au rituel du roteux d'après balle-molle sur la florissante artère commerciale Sainte-Madeleine dans les années d'après-guerre. Sans oublier bien sûr la fameuse visite du pape Jean-Paul II le 10 septembre 1984 par un beau jour de pluie...

ANIMÉ PAR UNE « VRAIE CAPONE » !

Auditeurs assidus des balados de La Gazette que vous êtes, vous reconnaîtrez dès les premières minutes des Balados du Bas-du-Cap, la voix enjouée de Valérie Deschamps, également animatrice de notre série historique Racines

mauriciennes. C'est que Valérie, en plus d'être diplômée et passionnée d'Histoire, est une Madelinoise, née et habitant toujours le Cap. Ou comme sa grand-mère le soulignait, « une vraie Capone ! », ayant grandi sur la rue Thuney, pas loin de l'actuelle station de police !

Chacun des trois parcours proposés nous permet de sillonner les paroisses situées entre l'ancien Canadian Tire à l'ouest, le quartier des Anglais à la limite de Sainte-Marthe-du-Cap à l'est, le boulevard Sainte-Madeleine au nord, et le fleuve Saint-Laurent au sud.

PARCOURS 1 : LA PIERRE ANGULAIRE

Rendez-vous pour le premier parcours au coin des rues Dorval (SIC) et Notre-Dame-Est, alias le Chemin du Roy. En vous accompagnant tranquillement vers le sanctuaire, l'animatrice retrace les débuts du Cap, « vant même sa fondation », alors que le père Jacques Buteux était mandaté pour attirer des premiers colons sur les terres de la seigneurie. Et si vous vous posiez la question : mais où est le Cap ? Ne cherchez pas le cap, nous dit l'animatrice, « le fleuve est parti avec ! »

Si j'avais déjà entendu parler des miracles du Sanctuaire et de la famille Rocheleau - dont tous les membres semblaient se prénommer Joseph! -, j'ai été surpris d'apprendre qu'une rivière nommée Favrel coulait tout juste derrière l'école primaire Sacré-Cœur, où j'ai d'ailleurs fait mes premières classes. Cette rivière était la source d'énergie du premier moulin à farine du Cap. Aujourd'hui

disparu, il en reste toutefois deux magnifiques étangs que je me suis plu à contempler quelques instants, me remémorant la fois où notre prof d'édu avait profité d'un entretien municipal pour transformer l'étang vide et boueux en piste d'hébertisme inspirée de Fort Boyard !

De station en station, on prend conscience de l'importance de la proximité du fleuve et des rivières, tant dans les rituels et croyances des fidèles du Sanctuaire que dans les activités de subsistance et de loisirs des premiers paroissien.nes.

PARCOURS 2 : ARTE AC LABORE

Autre « pas pire gros chapitre de l'histoire du Cap », le deuxième parcours s'intéresse aux usines qui ont marqué le paysage et le quotidien du Cap-de-la-Madeleine. La devise Arte ac labore conjugait d'ailleurs ces deux valeurs de force et labeur au cœur de la culture ouvrière du Bas-du-Cap.

Le parcours débute au coin des rues Rochefort et Notre-Dame-Est. Ce quartier résidentiel qui fait face aux installations de la Wayagamack aurait été le cœur de la vie industrielle du Cap : Moulin à scie, fabrique d'allumettes, chantier naval, et bien sûr, les usines de pâtes et papier.

Pour celles et ceux qui ont apprécié le parcours sonore Premier shift de Boréal, ce deuxième parcours est définitivement pour vous!

PARCOURS 3 : VIE DE QUARTIER

Où il y a des usines, il y a inévitablement de la vie ouvrière. Et quand les ouvriers ne sont pas à l'usine, il faut les divertir. Dans ce troisième parcours nommé Vie de quartier, on nous parle des premières ligues de balle molle, des salons de quille, des multiples restaurants et des parades qui ont marqué l'histoire du boulevard Sainte-Madeleine, la main du Bas-du-Cap !

Bien que la plupart d'entre nous n'aient pas connu cet âge d'or de la vie de quartier, il est tout de même difficile de ne pas être nostalgique de cette époque de casse-croûte. Mais comme Proust nous l'a appris, il n'y a rien de mieux que le recours à l'odorat pour voyager dans le temps. Fermez donc les yeux et vous pourrez sentir, inspiré par les arômes toujours présents du Ti-Coq et de la Wayagamack, comme une odeur de roteux et de travail accompli poindre au bout de la narine. C'est l'âme du Bas-du-Cap qui reprend vie dans votre esprit, le temps d'un instant! Le temps d'un balado signé Personare! Mention spéciale au travail de conception sonore de David Dufresne, autre collaborateur de longue date à *La Gazette* !

QUELQUES CONSEILS PRATIQUES :

Faites les parcours dans l'ordre suggéré, y'a des blagues d'initiés...

Idéalement, arrangez-vous pour ne pas arriver sur le boulevard Sainte-Madeleine aux heures de pointe. Une demi-journée le dimanche serait le moment parfait.

Si vous le faites à pied, permettez-vous de prendre des pauses de l'audio entre chaque station, arrêtez-vous au bord de l'étang du Moulin pour pique-niquer ou profitez-en pour explorer les petites rues entre Sainte-Madeleine et Notre-Dame-Est. Les noms des rues vous rappelleront sûrement ceux de quelques-unes de vos connaissances.

Les parcours Arte ac labore (jaune) et Vie de quartier (rouge) se font bien à partir du stationnement de la bibliothèque, mais une partie du parcours jaune se trouve complètement à l'est de la ville, ce qui vous fera faire des allées retour d'ouest en est plusieurs fois. Je vous conseille donc de garder les stations 4 à 7 du parcours jaune pour la toute fin.

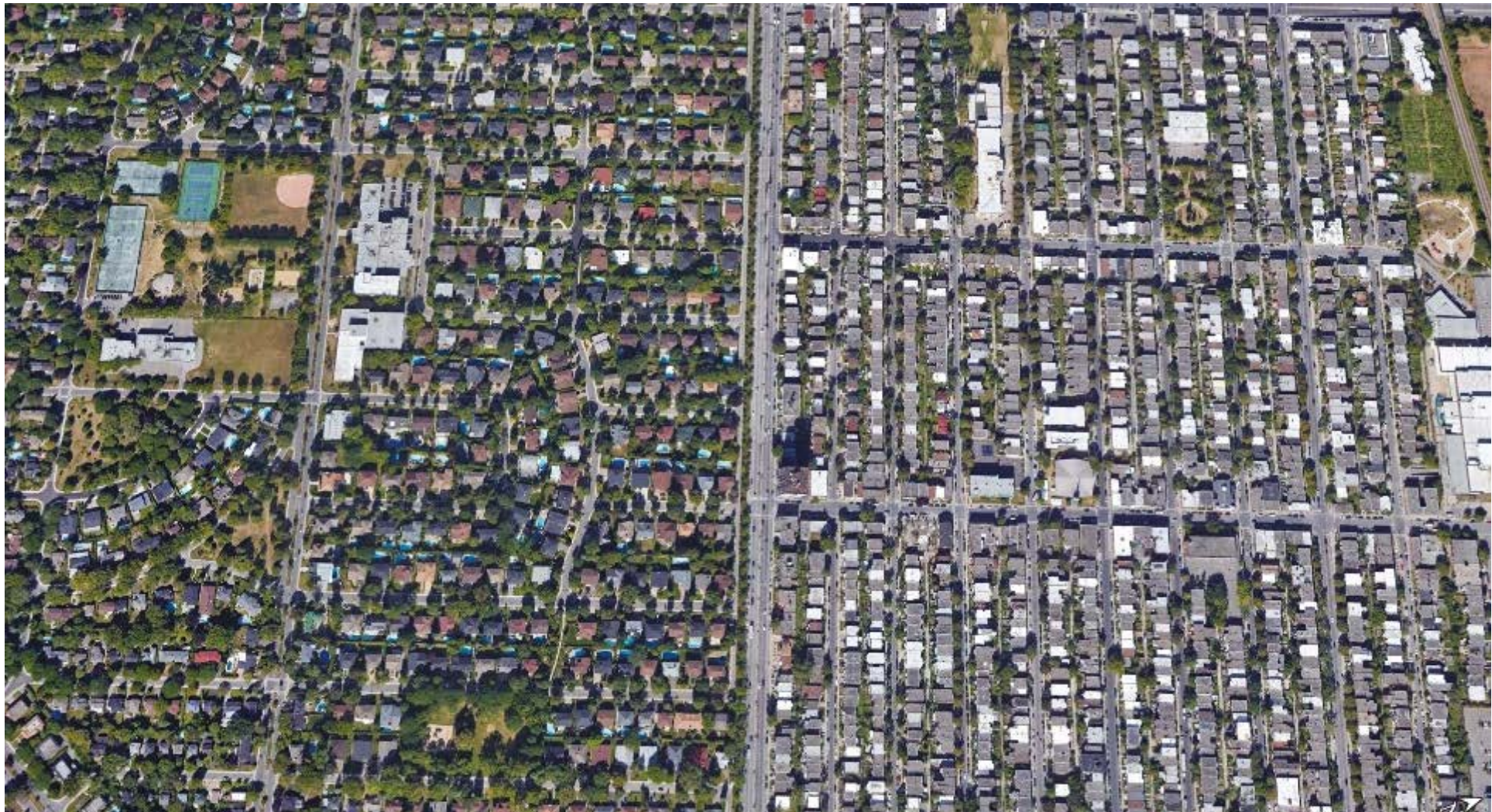
Petit bémol : les pistes audio ne semblent pas suivre l'ordre des parcours sur les plateformes BaladoQuébec et Spotify. Il vous faudra bien vous assurer de sélectionner la piste correspondant à la station où vous êtes rendu. 📻

Ancien bureau de Postes Canada (bâti en 1935) dans le Bas-du-Cap, en face de l'église Saint-Lazare sur la rue Loranger.



Trop blanc, ce mouvement vert ?

Depuis bientôt une décennie, des publications dans des revues telles que Nature et Science font état du manque flagrant de diversité parmi les experts des enjeux environnementaux et des sciences de la Terre en général. À vrai dire, comme l'indique la chercheuse Kuheli Dutt, « les géosciences font partie des domaines les moins diversifiés des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques aux États-Unis, avec près de 90 % des doctorats décernés à des Blancs ».



Une prise de vue aérienne de la canopée de deux quartiers montréalais voisins – Parc-Extension (à droite), d’une grande diversité ethnique, et Ville Mont-Royal (à gauche), majoritairement blanc –, qui illustre bien les inégalités qui prévalent dans notre société. (Photo : Google Earth, 2021)

CHARLES FONTAINE

Cela n’est pas sans rappeler le rapport de la sociologue environnementale afro-américaine Dorceta Taylor, publié en 2014, qui accusait la faible diversité, soit seulement 16 % parmi 200 organisations environnementales aux États-Unis. Ou encore, cette considérable revue de littérature publiée dans Science à l’été 2020 par Christopher Schell et ses collègues urbanistes et écologues, laquelle démontre les corrélations entre justice climatique et justice raciale sur le plan de l’aménagement du territoire et des villes. Toutes ces publications nous ouvrent les yeux sur cette réalité : la justice raciale est un angle mort de l’écologie, des sciences de la Terre et des mouvements militants pour la protection de l’environnement.

Pourtant, à l’échelle mondiale, les femmes, les Premières Nations, les Inuits ainsi que les différentes minorités ethniques se trouvent

les plus à risque face aux changements climatiques. Par exemple, un rapport de l’Université des Nations Unies (Raygorodetsky, 2011) énonce la grande dépendance des Autochtones à l’égard de la biodiversité et souligne que les changements climatiques génèrent des conséquences sur l’agriculture, la pêche, la chasse, la cueillette et d’autres activités de subsistance, y compris l’accès à l’eau. Dans un autre article proposant une analyse des liens entre les changements climatiques et les injustices raciales, les chercheuses américaines Haynes et Thomas (2020) affirment que les politiques et pratiques racistes persistantes, telles que la ségrégation résidentielle, ont conduit à une vulnérabilité accrue des communautés noires aux impacts du changement climatique. Les exemples comme ceux-ci abondent. Il s’avère que toutes ces communautés, souvent plus fragiles et marginalisées, subissent plus que quiconque les contrecoups de ces injustices climatiques. Il semble ainsi que l’intersection entre la justice raciale et la justice climatique soit bel et bien réelle. Or, s’il s’agit de lutter conjointement contre ces deux formes d’injustices, nous avons d’autant plus besoin de valoriser ces vécus, ces idées différentes et cette expérience afin d’alimenter les discussions, d’enrichir notre compréhension de la nature et des sociétés, mais surtout pour insuffler un véritable sentiment d’urgence, à la hauteur des défis que l’anthropocène et les changements climatiques nous imposent.

Cette faible représentativité dans les sciences écologiques et les mouvements environnementaux ne résulte pourtant pas d’un manque d’intérêt pour ces questions de la part des membres des

communautés culturelles minoritaires. Bien au contraire, selon un rapport datant de 2010, signé par des professeurs des universités Yale et George Mason, ces communautés sont souvent plus favorables aux politiques environnementales et climatiques. En fait, cette réalité, plusieurs tentent de l’expliquer, comme la micropaléontologiste à l’Université de Californie Lisa White, par une autre inégalité sociale soit l’accès inégal aux activités de plein air. Aux États-Unis, le phénomène est bien documenté. Que ce soit à cause de l’historique ségrégationniste des parcs nationaux américains, du manque de représentativité dans la publicité des activités de plein air ou encore du manque de financement des activités scolaires et parascolaires à l’extérieur pour les communautés urbanisées et racisées, il existe des écarts quant à l’accès aux milieux naturels et activités de plein air aux États-Unis.

Mais qu’en est-il au Canada ? Une étude commandée par la compagnie d’équipement de plein air MEC (Mountain Equipment Coop) indique que la situation est assez différente au pays. L’accès aux milieux naturels et aux activités de plein air semble ici plus égalitaire. Dans la pratique, les membres de communautés culturelles feraient autant sinon plus de sport extérieur que les Blancs et les Blanches. Néanmoins, l’accès à une nature diversifiée au quotidien et aux services écosystémiques qu’elle procure (pensons aux arbres contrant les îlots de chaleur) reste une source d’inégalité qui affecte certainement les communautés culturelles plus souvent présentes en milieux urbains.

Une prise de vue aérienne de la canopée de deux quartiers

montréalais voisins – Parc-Extension (à droite), d’une grande diversité ethnique, et Ville Mont-Royal (à gauche), majoritairement blanc –, qui illustre bien les inégalités qui prévalent dans notre société. (Photo : Google Earth, 2021)

Cela dit, cette question d’accès au plein air est importante pour notre questionnement puisque certains pensent qu’une plus grande fréquentation de la nature engendre un sentiment plus ancré que celle-ci nous protège, ou à tout le moins un intérêt plus marqué

pour les sciences de la Terre. Selon cette philosophie, un contact plus étroit avec la nature invite à en prendre conscience et s’en soucier davantage. C’est pourquoi il apparaît si important de démocratiser les activités de plein air et l’accès à la nature en milieu urbain et périurbain. Il nous incombe de lutter contre ces injustices, de motiver un sentiment d’appartenance à la nature et d’élargir les perspectives d’analyse des mouvements environnementaux, car, comme l’a si bien dit la militante Leah Thomas : « L’écologisme sera inclusif ou ne sera pas ». 📢

Encore cette année, le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous se poursuit, et ce, de manière sécuritaire et adaptée au contexte de la pandémie. En effet, divers moyens d’implications seront proposés aux jeunes afin de faire rayonner la jeunesse dans la communauté. Il s’agit d’un beau moyen de faire entendre leur voix, de vivre une expérience enrichissante, d’y faire des échanges solidaires et de participer à des projets stimulants. Pour avoir plus d’informations ou pour vous impliquer dans le projet, contactez-nous.

Anne-Julie Morasse
anne.julie.morasse@cs3r.org
819-373-2598 #325

Javier Escamilla
javier.escamilla@cs3r.org
819-373-2598 #319



Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est un projet financé par le gouvernement du Canada dans le cadre de Service Jeunesse Canada et encadré par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières.



Financé par le Gouvernement du Canada par le programme Service jeunesse Canada | Canada

Populiste et pourtant démocratique

Les deux premières décennies du XXI^e siècle ont été marquées par l'accentuation d'une crise de légitimité de l'État. La démocratie représentative est en déroute : l'adhésion à la politique active et la participation électorale semblent en recul en Occident (particulièrement chez les plus jeunes générations) et les gouvernements s'enlisent dans une gouvernance du court terme, et ce, au détriment de projets de société mobilisateurs. Plus que jamais, le pouvoir politique semble détenu par le monde de la finance et les oligarques – pour reprendre les termes d'Hervé Kempf – bien plus que par les citoyens.

DANIEL LANDRY
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Ces constats sont déroutants, et rares sont les gouvernements en mesure d'offrir des solutions de rechange et des réponses claires aux défis criants de notre siècle, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la répartition des richesses et de la lutte aux paradis fiscaux, des crises migratoires ou de l'encadrement des géants de la technologie et de l'intelligence artificielle. L'actuelle pandémie de COVID-19 (2020-2021) permet d'ailleurs de réaliser à quel point les États se trouvent à la merci des géants du Web, des

pharmaceutiques ou d'autres acteurs privés guidant le marché. Est-ce le type de démocratie à laquelle l'auteur Francis Fukuyama songeait quand il annonçait la « fin de l'Histoire » et la découverte du meilleur système? Il faut en douter.

C'est justement ce doute qui génère une perte de confiance dans les institutions et les pouvoirs en place. Dans le meilleur des cas, perte de confiance rime avec mobilisation populaire, et essor de mouvements sociaux dynamiques et connectés sur les enjeux de notre siècle. Mais dans le pire des cas, cette grogne est canalisée par

le défoulement sur les réseaux sociaux, les tensions et les divisions partisans ou encore, tristement, par l'apathie citoyenne. Tout ce contexte de perte de sens politique pave inmanquablement la voie à l'émergence des populismes.

En effet, le psychosociologue Alexandre Dorna croit que la montée du populisme dans les dernières années ne représente pas tant le mal du système que le symptôme d'une crise de la démocratie représentative. Dorna identifie quelques caractéristiques du populisme, notamment l'adhésion à une personnalité charismatique, l'attitude antiélitiste et le

désir de rupture avec le système en place. Pour lui, à gauche comme à droite, des politiciens populistes émergent justement en raison de cette crise de confiance qui affecte la société (de Lula à Bolsonaro au Brésil ; de Sanders à Trump aux États-Unis).

Force est de constater qu'au sortir de l'ère trumpiste (2017-2021), le populisme a bien mauvaise presse et qu'il est embêtant de s'en réclamer. Faisant appel aux émotions des électeurs plutôt qu'à leur raison, il tend parfois à adopter des airs autocratiques, assoyant un pouvoir aux allures tantôt fascisantes, tantôt stalinienne. Cependant, au-delà des figures de référence du populisme, reconnaissons que même les politiciens issus de l'establishment (nos premiers ministres Trudeau et Legault, par exemple) utilisent eux aussi des stratégies populistes pour parvenir à leurs fins électoralistes. Pour ces raisons, peut-être faut-il se garder d'amalgamer tous les populismes et distinguer clairement ses formes à prétention démocratique.

La philosophe Chantal Mouffe semble convaincue que populisme

et démocratie peuvent cohabiter. Abordant l'avenir de la gauche, elle parle de « stratégie populiste » et de la nécessité de reconnaître que le débat politique émerge grâce aux émotions, et que c'est par leur entremise qu'on mobilisera une partie importante des citoyens honnis par le système en place. Cette prise de conscience permettrait en somme la reconnexion du politique et des citoyens, sans pour autant empêcher les débats entre adversaires politiques. Ironiquement, en plus d'atténuer cette perte de confiance dans les institutions, une telle « stratégie populiste » permettrait de renouer avec une démocratie délibérative plus riche et plus respectueuse de la pluralité des opinions.

En somme, peut-être faut-il rester prudent avant de discréditer un politicien (du genre d'Ocasio-Cortez) ou un parti (du type Podemos) du simple fait qu'il adopte prétendument une posture populiste. Car, à court terme, le populisme pourrait bien être le moyen retenu pour arriver à une « fin » démocratique bien différente de la « fin » imaginée par Fukuyama. 



Au sortir de l'ère trumpiste, force est de constater qu'il est bien embêtant de se réclamer du populisme. Faisant appel aux émotions des électeurs plutôt qu'à leur raison, ce courant tend parfois à adopter des airs autocratiques. Pourtant, nombreux sont les politiciens qui utilisent des stratégies populistes pour parvenir à leurs fins électoralistes. Ne faut-il pas se garder d'amalgamer tous les populismes et distinguer clairement ses formes à prétention démocratique ?

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



Conflits sino-indiens : le feu par le feu, l'eau par l'eau

Promus par les autorités gouvernementales et les corporations de développement énergétique comme des chantiers de transition vers une énergie plus propre que le charbon, les imposants barrages hydroélectriques sur les rivières de l'Asie se multiplient depuis le début du siècle. Des experts ont toutefois établi ces dernières années que les tremblements de terre, les glissements de terrain, les sécheresses et les inondations sont fortement attribuables aux imposants réservoirs d'eau de ces barrages.

ALEX DORVAL

En novembre 2020, la Chine dévoilait officiellement son intention de mettre en branle le plus grand chantier hydroélectrique de l'histoire sur une partie du Brahmapoutre (Yarlung Tsanpo en tibétain). Le Brahmapoutre tire sa source à plus de 5500 mètres d'altitude dans les glaciers himalayens de la Région autonome du Tibet en République populaire de Chine. Il coule ensuite dans la province de l'Arunachal Pradesh au nord-est de l'Inde pour finalement se verser dans un affluent du Gange au Bangladesh.

COMBATTRE L'EAU PAR L'EAU

Quelques semaines après la Chine, c'était au tour de l'Inde d'annoncer la construction d'un barrage hydroélectrique sur le Brahmapoutre dans l'espoir d'atténuer les conséquences des activités chinoises sur la survie et l'économie de sa population. Les autorités indiennes craignent que la Chine utilise sa position en amont comme stratégie politique ou arme de guerre alors que les conflits de longue date entre les deux nations refont surface dans les dernières années aux frontières de l'Arunachal Pradesh.

Une crainte fondée puisqu'en 2017, la Chine avait refusé, malgré un accord entre les deux pays datant de 2002, de partager des informations relativement à la décharge d'eau dans trois stations hydroélectriques.

SISMICITÉ INDUITE

Au cours de la dernière décennie, plusieurs géologues ont fait part de préoccupations majeures relativement au phénomène de « reservoir-induced-seismicity (RIS) », c'est-à-dire la sismicité induite par les réservoirs des barrages hydroélectriques. En période d'averses,

les réservoirs sont remplis au maximum de leur capacité, l'eau s'infiltre dans les microfractures causées par des microséismes et le risque de séismes de plus grande importance s'accroît.

Une étude de 2011 de la China Earthquake Administration indiquait que l'imposant réservoir du barrage Three Gorges avait « collaboré de façon significative » à l'augmentation de l'activité sismique, entraînant du même coup des glissements de terrain forçant l'évacuation d'urgence de plus de 300 000 citoyens sur le territoire avoisinant au barrage.

Le séisme de magnitude 7.9 sur l'échelle de Richter ayant fait plus de 90 000 morts dans la province chinoise du Sichuan en 2008 aurait vu sa force décuplée selon plusieurs scientifiques par les activités du barrage de Zipingpu, bâti en 2001 et en fonction depuis 2006.

En juillet 2020, Radio-Canada rapportait que des pluies torrentielles ont provoqué une série d'inondations touchant plus de 24 millions de Chinois. Ces débordements de plus en plus fréquents seraient accentués largement par la construction massive de barrages depuis les 20 dernières années. Une partie du barrage de Xiaolangdi a dû être dynamitée l'été dernier alors

qu'une montée exceptionnelle des crues menaçait la vie de millions de Chinois.

AILLEURS SUR LA PÉNINSULE SINO-INDIENNE

Cette guerre de l'eau entre la Chine et l'Inde n'est pas sans conséquence pour les autres pays de la péninsule sino-indienne, le Bangladesh et le Laos notamment, dont la position en aval les rend tributaires des activités des deux grandes puissances asiatiques.

En 2018 au Laos, un barrage en construction sur un affluent du Mékong a cédé. Plus de cinq milliards de mètres cubes d'eau ont inondé les villes et villages avoisinants entraînant la disparition d'une centaine de Laotiens et laissant plus de 6000 personnes sans domicile.

Au Bangladesh, dernier pays traversé par le Brahmapoutre où ce dernier rejoint les rivières Padma et Meghna avant de se jeter dans le Golfe du Bengale, la dépendance externe en ressources hydrauliques renouvelables se chiffre à plus de 90 % selon le Programme alimentaire mondial des Nations Unies. Sheikh Rokon, Secrétaire-général de l'Environnement a revendiqué qu'une discussion multilatérale devrait être tenue avant que la Chine puisse aller de l'avant avec un quelconque projet sur le Brahmapoutre. 



La Chine entreprendra sur le Brahmapoutre le plus grand chantier de barrage hydroélectrique de l'histoire de l'humanité. L'intensification de projets hydroélectriques d'envergure soulève de vives inquiétudes au sein des pays de la péninsule indochinoise depuis plus d'une décennie alors que les inondations et séismes meurtriers se multiplient. – Sur la photo : le barrage Three Gorges construit sur la rivière Yangtze en République populaire de Chine.

Quel espoir pour le Lac Saint-Pierre ?

Le gouvernement du Québec fait actuellement campagne pour promouvoir les divers efforts déployés dans le cadre de sa Stratégie d’intervention pour l’avenir du Lac Saint-Pierre. Nous avons cherché à rendre compte des pistes de solution envisagées pour remédier à la dégradation provoquée par l’activité humaine et assurer la réhabilitation de cet important plan d’eau, désigné Réserve mondiale de la biosphère de l’UNESCO en 2000.



ALEX DORVAL

Le bassin versant du Lac Saint-Pierre touche 654 municipalités et 58 Municipalités régionales de comté (MRC). Près de trois Québécois sur quatre habitent un territoire drainé par ce bassin. La santé générale du Lac Saint-Pierre, la qualité de son eau et sa biodiversité sont toutefois lourdement affectées depuis quelques décennies par les pressions anthropiques provenant notamment des activités de transport maritime et routier, des déversements d’eaux usées, mais surtout des pratiques d’agriculture intensive en périphérie du lac.

LE GARDE-MANGER DU LAC SAINT-PIERRE

« L’agriculture y est pratiquée depuis longtemps, mais il y a eu un changement drastique dans les années 1990 quand on est passé du foin et du pâturage aux grandes cultures », souligne Louise Corriveau, directrice générale du Comité Zone d’intervention prioritaire (ZIP) du Lac Saint-Pierre.

La pratique de mise à nu des sols, combinée à l’utilisation de fertilisants et pesticides, a mené à une problématique de sédimentation et de contamination des eaux du lac. « Quand l’eau monte au printemps, avec tous les sédiments, ça fait une belle grosse soupe aux pois. Ça bouche les cours d’eau, ça colmate les frayères », explique Mme Corriveau. Cette sédimentation, ajoute-t-elle, rend l’eau turbide et nuit à la reproduction des poissons, dont la perchaude. De plus, la mise à nu des sols nuit doublement puisque la perchaude a besoin de végétaux de plus de 30 cm de haut sous lesquels pondre ses œufs.

La perchaude n’est pas la seule à être menacée, plusieurs autres espèces animales et végétales le sont tout autant, prévient Mme Corriveau : « Avant 1990, avec le foin et les pâturages, les poissons pouvaient continuer à frayer et le zooplancton se créait en même temps. Et ça, c’est le garde-manger du Lac Saint-Pierre ! »

« Ce que ça prend, c’est d’arrêter la mise à nu des sols, le respect de la mise en place obligatoire de bandes riveraines et des changements dans les façons de faire qui n’impliqueraient plus autant de fertilisants et de produits chimiques », souligne la directrice du comité ZIP.

Mais pourquoi ne pas relocaliser les grandes cultures plus haut dans les terres ? Selon nos sources, la situation ne serait vraiment pas si simple.

D’abord, la problématique de turbidité des eaux n’est pas uniquement due aux pratiques des grandes cultures en périphérie du lac. Une bonne partie des eaux provenant des rivières qui se jettent dans le Lac Saint-Pierre sont elles aussi remplies de matières

en suspension auxquelles s’agglomèrent les pesticides issus de l’agriculture pratiquée en amont. De plus, l’aménagement des territoires agricoles à des fins de grandes cultures aurait contribué au redressement des rivières, empêchant la rétention des sols et des contaminants qui s’y retrouvent. C’est le cas notamment de la rivière Yamaska dont les eaux troubles contribuent grandement au phénomène d’érosion des rives du lac.

À cela, il faut ajouter un apport considérable d’engrais qui sont emportés avec les sols et lessivés par les pluies. Ces engrais présents en trop grandes quantités favorisent une croissance des plantes et réduisent la quantité d’oxygène dans l’eau ce qui, à son tour, détériore la qualité de l’habitat du poisson.

« La part de sédiments et de produits chimiques va continuer de se retrouver dans le lac si on ne travaille pas en amont aussi. C’est au niveau du savoir-faire et des pratiques agricoles en général qu’il faut changer », soutient Mme Corriveau.

Il n’est pas négligeable non plus de noter que la plupart des familles d’agriculteurs de la plaine cultivent ces terres et y vivent depuis plusieurs générations.

LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS

« Ce que ça prend, c’est d’arrêter la mise à nu des sols, le respect de la mise en place obligatoire de bandes riveraines et des changements dans les façons de faire qui n’impliqueraient plus autant de fertilisants et de produits chimiques », souligne la directrice du comité ZIP.

D’ailleurs, si le gouvernement appliquait les règlements relatifs à la protection du littoral et à l’usage des pesticides, « il n’y aurait tout simplement plus d’agriculture sur les rives du Lac Saint-Pierre », fait remarquer Mme Corriveau qui dit ne pas voir souvent le ministère de l’Environnement dans la

région. Il y aurait toutefois de l’espoir à l’horizon, nous dit-elle, référant aux recherches en cours et à la concertation entre les divers acteurs impliqués.

DES SOLUTIONS À L’HORIZON

Mis sur pied en 2018, le Pôle d’expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du Lac Saint-Pierre rassemble des équipes de scientifiques de l’Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), de l’Université Laval et de McGill. En s’intéressant aux enjeux agricoles, environnementaux et socio-économiques, le Pôle a pour mandat de proposer une stratégie d’intervention dans la zone littorale favorisant une agriculture durable et respectueuse de l’écosystème du Lac Saint-Pierre. Le rapport final contenant les recommandations sera publié en 2022.

Une des solutions envisagées est la pratique de cultures intercalaires consistant à implanter des rangs de culture diversifiée au milieu des plantations de maïs et de soya. L’objectif est de trouver des types de végétaux pouvant survivre sous les eaux glacées et qui permettraient aux perchaudes d’y pondre le printemps venu.

L’aménagement de bandes riveraines à partir de diverses espèces de plantes serait également bénéfique pour filtrer les sédiments et éviter l’érosion des terres, phénomène qui suscite l’inquiétude autant des scientifiques que des agriculteurs de la plaine.

En 2010, la superficie des milieux humides au lac Saint-Pierre accusait un déficit net de 725 ha par rapport aux superficies qui étaient présentes en 1990, et ce, spécifiquement en raison des pressions anthropiques directes, peut-on lire dans le Plan de gestion intégré régional déposé en 2019 par la Table de concertation régional du Lac Saint-Pierre (TCRLSP).

La qualité de l’eau et la biodiversité du Lac Saint-Pierre ont été lourdement affectées depuis les années 1990 par les activités humaines dont les grandes cultures agricoles. La Stratégie d’intervention pour l’avenir du Lac Saint-Pierre du gouvernement du Québec permet toutefois d’entretenir l’espoir d’une réhabilitation de l’écosystème du lac.



VAGUE ÉCOLOGISTE AU MUNICIPAL

Un réseau pour stimuler les candidatures écologistes aux élections municipales

STÉPHANIE DUFRESNE



Alors que 56% des élus municipaux du Québec sont portés au pouvoir sans opposition, un regroupement de citoyens et de bénévoles vient de mettre sur pied un réseau visant à encourager et à soutenir les personnes qui ont des valeurs écologistes à se présenter aux élections municipales du 7 novembre prochain.

Le regroupement Vague écologiste au municipal s'est donné comme mission de rendre accessible le projet de se lancer en politique municipale pour les personnes qui croient que la transition écologique doit être une priorité. Afin de soutenir ces candidats et candidates, le regroupement offrira des outils, des formations ainsi que des plateformes d'échange et d'entraide.

Selon Marie-Ève Bélanger-Southey, l'une des porte-parole du regroupement, « Vague écologiste s'adresse à toutes les personnes qui sentent une urgence d'agir pour

l'environnement et qui sont découragées de voir que depuis des années on s'éloigne sans arrêt de nos cibles de réduction de GES au Québec. Pour ces personnes qui se demandent « que puis-je faire pour qu'on change de cap rapidement ? Notre réponse est : présentons-nous en masse sur nos conseils municipaux cet automne, c'est l'une des choses les plus significatives que l'on puisse faire à l'heure actuelle pour parvenir à avoir des impacts vraiment importants sur les émissions de GES au Québec. »

DES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR LES CONSEILS MUNICIPAUX

Parallèlement, une coalition de groupes et d'organisations environnementales a lancé une opération de sensibilisation pour encourager les personnes préoccupées par la crise climatique et environnementale à participer activement aux élections municipales. Pour l'organisme Équiterre qui chapeaute le mouvement Vire au vert, le rôle des municipalités dans cette lutte est crucial : « Les décisions des villes et municipalités ont une incidence directe sur la qualité de l'environnement et la résilience des communautés dans les dossiers d'urbanisme, de zonage, de gestion des matières résiduelles, de mobilité, gestion des eaux,

d'espaces verts, de sécurité alimentaire, de développement du territoire et développement économique et de la sécurité publique. »

Dans ce contexte, le mouvement Vire au vert a produit une liste de 68 propositions phares regroupées sous 10 thématiques pour inspirer les candidats-es et les partis qui veulent s'attaquer sérieusement à la crise environnementale et aider les électeurs et électrices à faire un choix éclairé le 7 novembre 2021. Les propositions du document qui s'intitule La planète s'invite à la mairie touchent notamment l'administration municipale, la gestion des matières résiduelles, la gestion de l'eau, les transports et l'autosuffisance alimentaire.

VAGUE ÉCOLOGISTE EN MAURICIE?

Ces initiatives sont vues d'un bon œil par le Comité citoyen carboneutre de la MRC de Maskinongé qui soumet régulièrement des propositions en matière d'environnement aux différents conseils municipaux du territoire. Geneviève Richard, porte-parole du comité, espère que ces mouvements motiveront plus de citoyens sensibles aux questions environnementales à s'impliquer et même à se lancer en politique.

Pour sa part, Thierry Archambault-Laliberté, conseiller municipal à Saint-Élie-de-Caxton est d'avis que ces outils peuvent être pratiques pour les citoyens qui cherchent à faire valoir leur point de vue. « Toutes les correspondances adressées au conseil sont obligatoirement lues par les conseillers et débattues, donc les citoyens ont un gros pouvoir pour amener ces thèmes lors des séances du conseil », indique-t-il.

Par ailleurs, M. Archambault-Laliberté souligne l'importance d'avoir une variété de perspectives au sein des conseils municipaux par des personnes d'horizons divers. « Une personne peut avoir un focus sur l'environnement, mais d'autres mettent plutôt l'accent sur les enfants, les aînés, ou le développement économique. Cela permet d'aborder un même sujet avec plusieurs angles. »

Le mouvement Vague écologiste au municipal suggère aux citoyens de former des groupes de soutien locaux pour motiver, recruter et accompagner dans leur municipalité les personnes qui se porteront candidates. Marie-Ève Bélanger-Southey insiste : « Il y a plus de 4300 postes de maires et de conseillers qui sont élus sans opposition au Québec. Il est évident qu'il y a une place à prendre pour toutes les personnes engagées qui ont des convictions et une vision pour leur ville et leur municipalité. Ce qu'il nous faut, ce sont des candidats et candidates qui ont l'avenir de la planète et des générations futures tatouées sur le cœur et qui iront réellement au bout de leurs convictions une fois en poste. »



Le regroupement de citoyens et de bénévoles *Vague écologiste au municipal* vise à encourager les personnes qui ont des valeurs écologistes à se présenter aux élections municipales du 7 novembre prochain. Une initiative prometteuse selon Thierry Archambault-Laliberté, conseiller municipal à Saint-Élie-de-Caxton depuis 2019.





Ateliers Mieux-être et Art-Thérapie

Coût : gratuit pour les membres
10\$ pour les non-membres

Pour information :
819 373-3211 poste 401
ou info@epilepsiemcq.org

4 ateliers tous les jeudis d'avril. Possibilité de plus si les inscriptions explosent.

Places limitées aux ateliers art-thérapie. Faites vite !

Ateliers Mieux-être en Zoom, inscrivez-vous sur notre site web : www.epilepsiemcq.org

épilepsie

mauricie / centre-du-québec

Épilepsie Mauricie/Centre-du-Québec est membre de l'Alliance Canadienne pour l'Épilepsie et de la Table de Concertation Provinciale en Épilepsie.



DÉCHIQUETAGE MOBILE DISPONIBLE!



COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

On s'en occupe... chez vous

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

Passées sous silence, taboues ou carrément controversées, les questions posées dans cet espace cherchent à remettre en question le statu quo et les idées préconçues. Espérons qu’elles susciteront la réflexion! La question ce mois-ci :

Les aires protégées offrent-elles une véritable protection à long terme pour la biodiversité ou sont-elles soumises à la volonté changeante des décideurs en rotation aux quatre ans ?

CINDY PROVENCHER

DIRECTRICE DE LA FONDATION
TROIS-RIVIÈRES DURABLE

Pour bien répondre à la question, il faut d’abord distinguer les différents types d’aires protégées, mais aussi les moyens utilisés pour faire de la conservation de milieux naturels. Chaque moyen ayant ses avantages et ses limites ; il est donc important de choisir le moyen à privilégier selon la situation. Plusieurs raisons peuvent pousser l’état ou un propriétaire privé à conserver un milieu naturel ; protéger une espèce sensible, préserver la rareté d’un milieu ou encore pouvoir bénéficier de ses services écologiques à long terme.

Les milieux naturels conservés peuvent être de tenure publique ou privée : par exemple, les parcs nationaux sont des aires protégées publiques où il est possible de pratiquer certaines activités récréatives contrôlées. Au niveau des terres publiques, on retrouve également des habitats fauniques tel que des refuges ou des zones protégées spécifiques à une espèce ou à un type d’habitat.

Au niveau du privé, on retrouve des milieux sous conservation volontaire, des réserves naturelles en milieu privé ou encore des milieux protégés par un organisme de conservation des milieux naturels, entre autres.

Alors que certains milieux protégés permettent la pratique d’activités comme la chasse, la coupe de bois ou certaines activités de plein air selon les objectifs de conservation du propriétaire, certains de ces milieux sont plutôt mis sous cloche de verre, c’est-à-dire qu’aucune activité humaine n’y est permise en raison de leur plus grande vulnérabilité.

Dans la plupart des cas, on priorise les actions de conservation à long terme, voire à perpétuité. Bien que certains moyens utilisés pour la conservation soient plus difficiles à renverser, il faut mentionner qu’aucun moyen de conservation n’est infaillible. Effectivement, dans le cas des propriétés privées, les changements de propriétaires ou de la volonté de ceux-ci à conserver le milieu, ou encore les modifications réglementaires ou d’usage peuvent mener à une modification de la protection des milieux. Dans le cas des propriétés publiques protégées, des modifications réglementaires ou des décisions politiques ou économiques pourraient avoir le même impact.

Pour conclure, il est raisonnable de croire que plusieurs outils de conservation des milieux naturels offrent une véritable protection à long terme pour la biodiversité, autant en terres publiques qu’en terres privées. Il faut cependant être conscient des limites de chacun de ces outils, puisqu’aucun d’entre eux ne permet de garantir que les aires protégées ne seront jamais soumises à la volonté des décideurs. 📍



PIER-OLIVIER BOUDREAU

DIRECTEUR DE LA CONSERVATION
SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS (SNAP QUÉBEC)

Il est bien connu que les aires protégées constituent un outil essentiel pour préserver la biodiversité. La protection de la nature représente par ailleurs, selon des études récentes, près du tiers des efforts nécessaires pour atteindre nos cibles de réduction de gaz à effet de serre d’ici 2030. Au cours des quatre dernières décennies, les forêts ont absorbé environ un quart du CO2 émis par les activités humaines.

Mais les aires protégées sont-elles soumises aux aléas politiques? La réponse est oui et non.

Une fois qu’un territoire est reconnu légalement comme une aire protégée au Québec – comme un parc national par exemple – il est à l’abri pour toujours des activités industrielles comme les coupes forestières, l’exploitation minière, gazière et pétrolière ou le développement énergétique. On peut continuer dans la plupart des cas à y pratiquer la chasse, la pêche et d’autres activités liées au développement récréotouristique.

Par contre, la décision de créer une aire protégée est hautement politique.

LES OBSTRUCTIONS DES MINISTÈRES

En décembre dernier, le gouvernement du Québec a annoncé que la province passait de 10% à 17% d’aires protégées, un bond énorme et une avancée majeure pour la protection du territoire québécois.

Par contre, en filigrane de cette annonce, de nombreux groupes citoyens et communautés autochtones ont essuyé un dur revers : 83 projets d’aires protégées ont été bloqués, principalement par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). La raison évoquée par le ministère est « la préoccupation de minimiser les impacts socio-économiques sur les communautés dépendantes de la mise en valeur des forêts » (lire : la foresterie).

UN PONT À RECONSTRUIRE

Le récent reportage de l’émission Enquête sur la gestion de nos forêts a bien démontré le bris de confiance entre la population et le MFFP. Pour rétablir la confiance, le ministère devra mettre de l’eau dans son vin et accepter que d’autres vocations de la forêt soient possibles : le récréotourisme, le maintien des activités traditionnelles autochtones et la conservation de la biodiversité, pour n’en citer que quelques-unes.

Le ministère devra également cesser de planifier des coupes forestières dans des secteurs à l’étude pour devenir des aires protégées. Ici, en Mauricie, un groupe de citoyens travaille activement à protéger le secteur des lacs en Croix et Barnard, adjacent au Parc National de la Mauricie. Pourtant, l’an dernier, le MFFP a planifié des coupes dans ce même secteur...

Il faut à tout prix que ces incohérences cessent et qu’on laisse une véritable place aux citoyens et aux Premières Nations dans la gestion de notre forêt publique. 📍



GENEVIÈVE PAUL

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CQDE

Les aires protégées sont des territoires mis en réserve afin d’assurer la conservation de la biodiversité. La mise en place d’aires protégées et de réserves naturelles est effectivement essentielle pour protéger la biodiversité, et plus largement l’environnement. C’est pourquoi il est important que le gouvernement du Québec respecte son engagement de protection du territoire québécois à hauteur de 30% d’ici 2030.

La *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, qui encadre la création d’aires protégées, vient tout juste d’être réformée. En plus de prévoir les processus visant à créer des aires protégées et des réserves naturelles, cette loi doit assurer la pérennité de ces statuts de protection en leur donnant un statut de protection permanent. Cela ne veut pas dire qu’il sera impossible de modifier ou de supprimer une aire protégée, mais la loi vient baliser le pouvoir du gouvernement à cet égard. Fait important à noter: si les limites d’une aire protégée sont modifiées, le gouvernement devra s’assurer de compenser cette diminution en assurant la mise en place de mesure de conservation équivalente d’un point de vue biophysique.

Avant que des territoires obtiennent le statut d’aires protégées, le chemin à parcourir est long. Plusieurs ministères, dont le ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le ministère des Forêts de la Faune et des Parcs et le ministère de l’Énergie et des Ressources naturelles, doivent approuver un projet d’aires protégées. En l’absence de délais légaux pour qu’une décision soit prise, des projets d’aires protégées peuvent prendre des années avant de se concrétiser. Et durant ce temps, le territoire se transforme et parfois s’altère.

Bien que le cycle électoral et la partisanerie amènent trop souvent son lot d’obstacles qui nuisent à de nécessaires réformes structurelles, d’autres problèmes notamment au niveau du processus de prise de décision nécessitent d’être résolus. L’imposition d’échéanciers stricts à respecter permettrait d’accélérer la désignation d’aires protégées et l’octroi d’une marge de manœuvre suffisante au ministre de l’Environnement lui permettrait de jouer le rôle de chef d’orchestre nécessaire pour assurer une cohérence au sein des différents ministères et afin de ne pas perdre de vue l’urgence d’agir pour assurer la protection de nos écosystèmes. 📍



Mot à mot : féminisation

La place et la reconnaissance des femmes dans la société se sont accrues constamment au cours du 20^e siècle. Et maintenant, au 21^e, comment la langue peut-elle refléter cette visibilité féminine ?

MIREILLE PILOTTO
TRADUCTRICE ET RÉVISEURE

Au Québec, on a procédé il y a déjà quelques décennies à la féminisation des titres d'emploi : les professeure, ingénieure, autrice, banquière, mairesse, etc., ont été très bien acceptées dans l'usage courant – ce qui n'est pas encore le cas en France ni ailleurs dans la francophonie. Voilà au moins un acquis, maintenant incontestable et irréversible chez nous.

Dans tous les autres contextes linguistiques – articles, textes et publications de toutes sortes –, on voit apparaître actuellement une profusion de formes graphiques qui tentent de montrer qu'on tient compte des femmes ou de la part féminine visées par le texte. Exemples : policier.ère.s, agriculteur-trice-s, professeurEs, adjoint.e.s, administratif,ive,s.

Cette utilisation improvisée de divers signes graphiques crée toutefois un obstacle à la lecture et à la compréhension immédiate des mots, surtout quand ils sont au pluriel. De plus, on se demande comment énoncer à haute voix de ces termes hybrides ! En fait, le point, le trait d'union, la majuscule et la virgule ont déjà d'autres fonctions en français ; ils ne peuvent pas faire ainsi double emploi. C'est pourquoi l'Office de la langue française recommande d'employer **uniquement les parenthèses ou les crochets** pour indiquer la cooccurrence du masculin et du féminin : officier(-ière)s, directeur[-trice]s, enseignant(e)s.

Cependant, à mon avis, ce procédé abrégé est irritant et incohérent : on veut donner au féminin toute la place qui lui revient, mais on recourt à une troncation des mots de ce genre. Ainsi, on se trouve à réduire l'intention et la forme de cette action, on limite

donc encore l'espace dévolu aux femmes, c'est parfaitement contre-productif !

Bien entendu, on peut placer en début de texte ou de publication une mention comme celle-ci : *Le genre masculin utilisé dans ce document désigne aussi bien les femmes que les hommes*. Cette note indique qu'on a bien conscience de l'importance du féminin, mais c'est une manière un peu « Ponce Pilate » de se tirer d'embarras, car on évite d'affronter directement la situation en perpétuant l'usage insouciant du masculin « mur à mur ».

Alors quelle est la solution ? **L'audace et l'effort** : de fait, il est toujours préférable de formuler un texte en écrivant les **mots au long**, non pas en les restreignant à une ou quelques lettres d'une terminaison. Une ingénieure et une monitrice ont plus d'effet sur le lectorat qu'une (e) et qu'une (-trice). Si on est véritablement féministe ou

simplement convaincu de « l'équité linguistique », on se doit de pratiquer la rédaction non sexiste (appelée aussi l'écriture épïcène ou neutre) : par exemple, on écrira *les participants et les participantes* ou on optera pour *les personnes qui participent*.

En conclusion, sans adhérer à un féminisme radical, on peut préserver la langue du monopole du genre masculin tout en demeurant pragmatique. Certes, il est plus difficile de repenser systématiquement la formulation des idées en adoptant l'écriture inclusive, mais c'est à mon avis – personnel et linguistique – la seule voie pour affirmer et consolider le genre féminin dans notre langue écrite et orale. 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com



Du contenu
à la tonne...

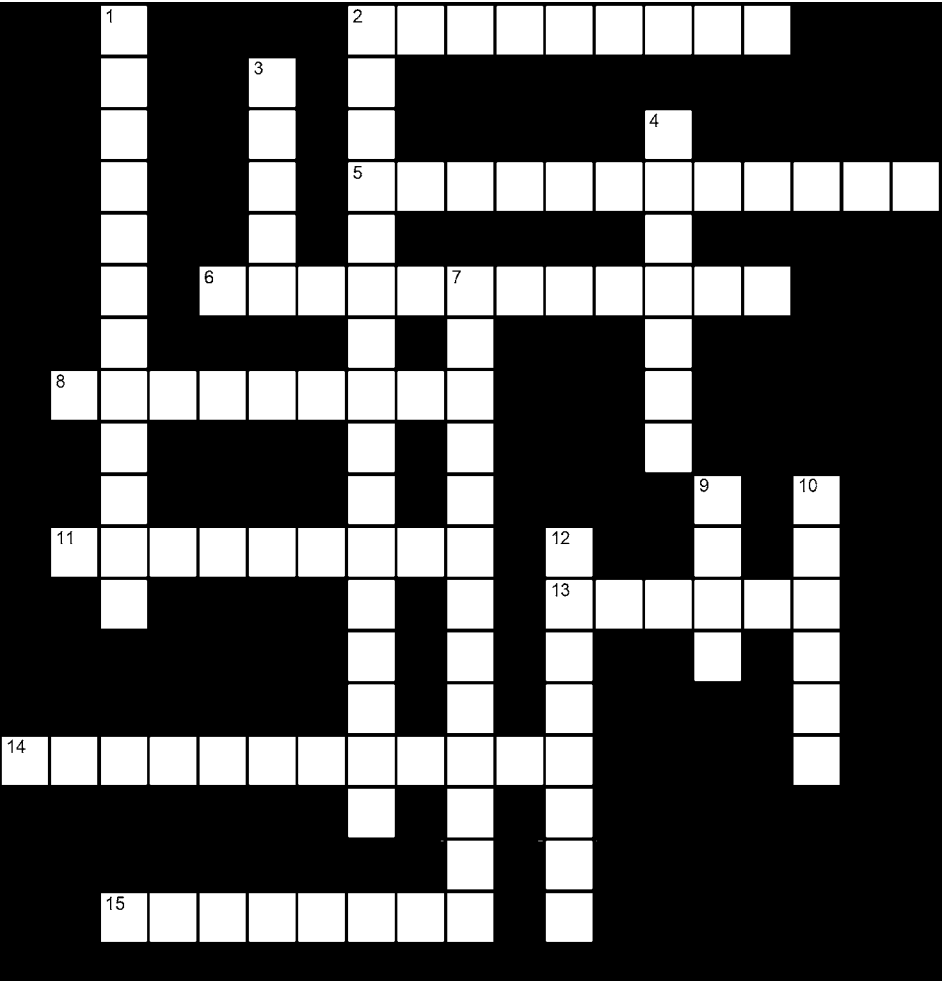
...pour nourrir
l'esprit

lagazette
DE LA MAURICIE

gazettemauricie.com

9 PAGE LUDIQUE

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

2. Ensemble des écosystèmes de la Terre, correspondant à la mince couche de l'atmosphère, de l'hydrosphère et de la lithosphère où la vie est présente. (9)

5. Gentilé des habitantes du Cap-de-la-Madeleine (12)

6. Au Québec, attitude d'une personne qui témoigne d'un attachement exclusif à un groupe politique. (12)

8. Actrice qui a jouée dans Fargo et Nomadland. Frances... (9)

11. Courant politique faisant appel aux émotions des électeurs plutôt qu'à leur raison. (9)

13. Titre du premier roman en inuktitut : Chasseur au... (6)

14. Fleuve tirant sa source dans l'Himalaya tibétain (12)

15. Maison de transition post-carcérale située à Trois-Rivières. (8)

VERTICALEMENT

1. Procédé utilisé pour liquéfier les gaz en les refroidissant au-dessous de leur température critique. (12)

2. Transformation en gaz naturel renouvelable (GNR) des biogaz générés par la décomposition des déchets (16)

3. Institution collégial autochtone situé à Odanak (5)

4. Distributeur gazier anciennement nommé Gaz Métro (7)

7. En géologie, dépôt d'élément en suspension (13)

9. Bureau d'audience publique sur l'environnement. (4)

10. Drame de Lee Isaac Chung (6)

12. Ministre de l'Environnement, Benoît... (8)

RÉPONSES EN PAGE 2

Avez-vous de la difficulté à joindre les deux bouts ?

Consacrez-vous 30 % ou plus de votre revenu aux dépenses liées au logement ?

(ex. : loyer, électricité, chauffage)

Si vous êtes locataire, propriétaire ou en chambre, vous avez peut-être droit à un soutien financier provenant du programme Allocation-logement.

Recevez jusqu'à 80 \$ par mois!

Environ 19 000 ménages sont potentiellement admissibles en Mauricie.

Passez le mot !

LES ÉTAPES POUR DEMANDER L'ALLOCATION-LOGEMENT :

1. Téléphoner sans frais à Revenu Québec au **1 855 291-6467** (option 3).
Demander le formulaire.

2. Avoir les documents exigés :
déclaration de revenu, bail, factures d'électricité, de chauffage, d'impôt foncier, etc.

3. Retourner le formulaire par la poste. Inscription en tout temps.

VÉRIFIEZ SI VOUS AVEZ DROIT À L'ALLOCATION-LOGEMENT

ANNÉE DE PROGRAMMATION 2020-2021

Nombre de personnes dans votre ménage	Type de votre ménage	Le loyer* mensuel de votre ménage est supérieur ou égal à**	Le revenu annuel de votre ménage est inférieur ou égal à***
	Personne de 50 ans ou plus habitant une maison de chambres	198 \$	18 133 \$
	Personne avec un enfant ou plus habitant une maison de chambres		
	Personne seule de 50 ans ou plus	308 \$	18 133 \$
	Couple sans enfant dont au moins une des personnes est âgée de 50 ans ou plus	398 \$	27 620 \$
	Famille monoparentale avec un enfant		
	Couple avec un enfant	434 \$	27 620 \$
	Famille monoparentale avec deux enfants		
	Couple avec deux enfants	460 \$	27 620 \$
	Famille monoparentale avec trois enfants		
	Couple avec trois enfants ou plus	486 \$	27 620 \$
	Famille monoparentale avec quatre enfants ou plus		

* Le programme Allocation-logement s'applique également au remboursement d'un prêt hypothécaire.

** Si vous payez l'électricité ou le chauffage, vous pourriez être admissible au programme même si votre loyer est inférieur aux montants indiqués.

*** Il s'agit du revenu de l'année d'imposition 2019, excluant la pension alimentaire mensuelle reçue (pour un maximum de 350 \$ par enfant).

Cette page publicitaire est une initiative du Consortium en développement social de la Mauricie avec la contribution financière de la Société d'habitation du Québec.